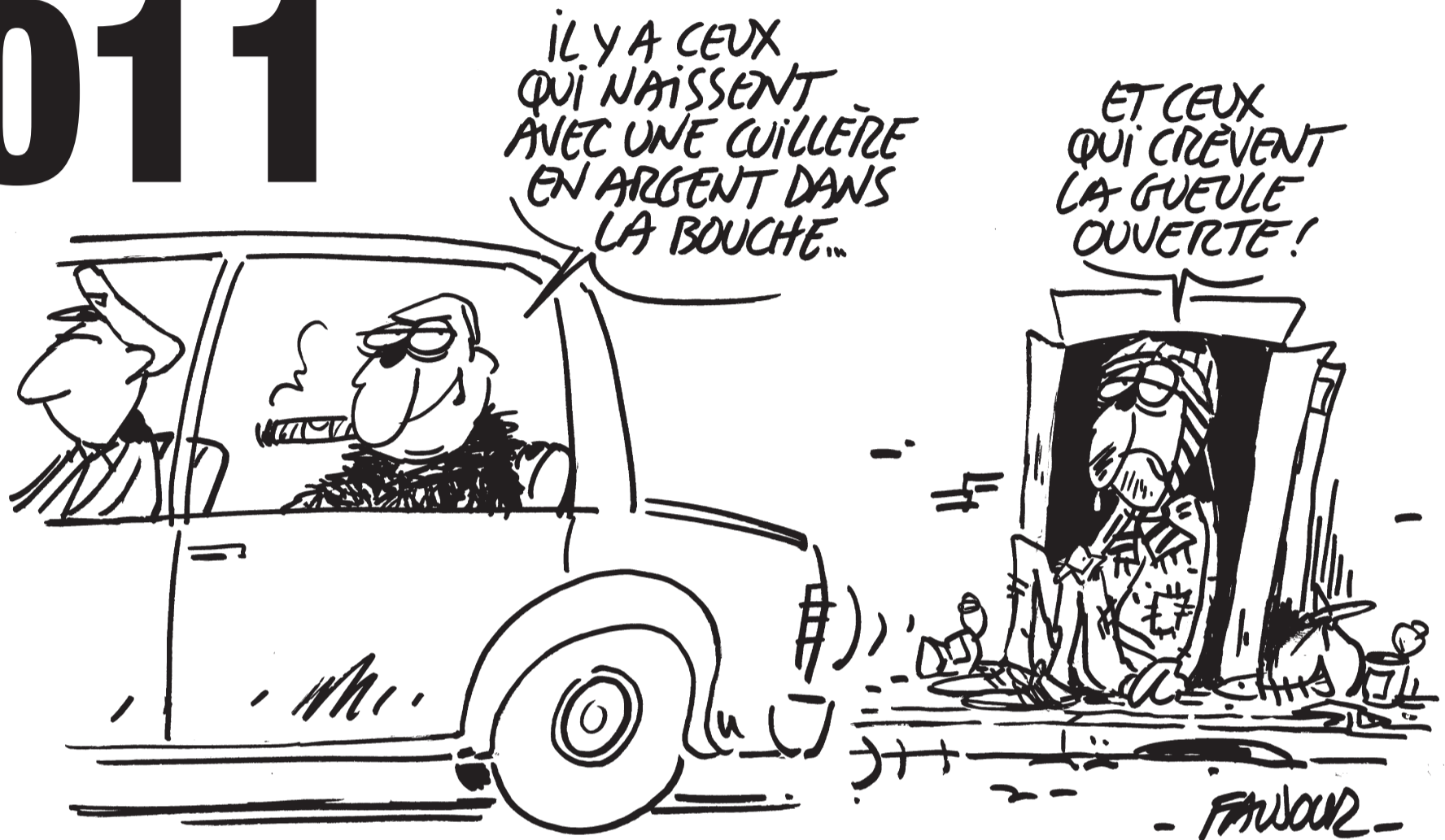


2011



AUCUN RÉPIT POUR LE CAPITALISME

L'année 2010 touche à sa fin. Sans grande surprise, elle a été marquée au niveau international par une accentuation de la crise et son développement partout dans le monde. En Europe, les politiques d'austérité, faisant payer la crise à l'ensemble du monde du travail, ont été mises en place aussi bien par des gouvernements de droite que de gauche et soutenues voire incitées par le FMI et son président, Dominique Strauss-Khan. Partout les mêmes politiques sont menées avec, au centre, la généralisation des plans de réduction

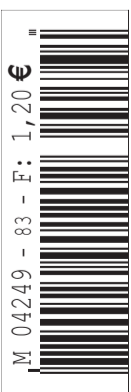
des dépenses publiques qui entraînent des attaques contre les droits et acquis sociaux de grand ampleur: réduction massive du nombre de fonctionnaires, privatisation des derniers services publics, baisse des salaires des fonctionnaires, recul de l'âge légal du départ à la retraite, augmentation du temps de travail...

Mais cette année a été aussi marquée par le retour de la lutte des classes sur la scène politique, le réveil de la combativité ouvrière. Cela a été surtout vrai en France avec les deux mois de

mobilisation exceptionnelle contre la réforme des retraites mais c'est aussi le cas au Portugal, dans l'État espagnol, en Grande-Bretagne, en Grèce, en Italie où les jeunes, les salariés, les précaires refusent les politiques d'austérité et exigent partout une autre répartition des richesses.

D'autant plus que cette année de crise a aussi été marquée par l'explosion des profits des entreprises du CAC 40 puisque pour le seul premier semestre leurs profits ont fait un bond de 70%.

SUITE PAGE 2



Non au mandat d'arrêt européen

ACTU
Empêchons qu'Aurore Martin soit remise aux autorités espagnoles. Page 2

ACTU
Contre Loppsi 2, révoltons-nous! Page 3

PARLONS-EN
FN. Histoire chaotique d'un « camélon » politique. Page 9

Agenda

26 décembre, Gaza, rassemblement, Paris et Lyon.

Deux ans après l'attaque israélienne contre Gaza, un rassemblement est appelé. 1 400 bougies seront allumées à la mémoire des martyrs, et la campagne « Un bateau français pour Gaza », lancée par plus de 80 organisations de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens sera présentée. RV à 15h30 sur le Parvis des droits de l'homme au Trocadéro, à Paris et place de l'Hôtel-de-Ville à Lyon.

15 janvier, anti-FN, manifestation, Tours.

Alors que le Front national doit tenir son congrès, une manifestation unitaire est organisée à l'appel des organisations associatives, syndicales et politiques suivantes (signature encore en cours) : Attac 37, Alternative libertaire 37, Cimade 37, Désir d'avenir 37, Europe Écologie-Les Verts 37, Fac verte 37, Fase 37, FSU 37, Ligue des droits de l'Homme 37, Mouvement français du planning familial 37, Nouveau Parti anticapitaliste 37, Parti communiste 37, Parti de gauche 37, Parti socialiste 37, RESF 37, Solidaires 37, SUD-étudiants 37, Fédération SUD étudiants, Fédération SUD santé sociaux, Union syndicale Solidaires,.... RV à 14h30 place de la Liberté à Tours. (lire p.9)

20 janvier, manifestation fonction publique, national.

Appel à des manifestations unitaires dans tout le pays pour exiger la titularisation des contractuels de la fonction publique. Infos à suivre.

4 février, Louise-Michel, débat Paris.

Débat public coorganisé par la Société Louise-Michel et la Maison verte : « Individus, capitalisme, émancipation ». Avec Sophie Wahnich (historienne, directrice de recherche au CNRS, co-fondatrice de l'Université populaire du dix-huitième), François de Singly (sociologue, professeur à l'université Paris-Descartes), Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon, membre du conseil scientifique d'Attac France), Claude Calame (anthropologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, membre du conseil scientifique d'Attac France). Rencontre animée par Stéphane Lavignotte (pasteur à la Maison verte et théologien). Autour de trois livres : - Attac : *Le capitalisme contre les individus. Repères altermondialistes* (éditions Textuel, collection Petite Encyclopédie critique, 2010) - Philippe Corcuff, Christian Le Bart et François de Singly (sous la direction de) : *L'individu aujourd'hui. Débats sociologiques et contrepoints philosophiques* (Presses universitaires de Rennes, 2010). - Claude Calame (sous la direction de), *Identités de l'individu contemporain* (éditions Textuel, 2008).



2011 : aucun répit pour le capitalisme

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Mais c'est aussi une année où, encore une fois, les principaux patrons du CAC 40 ont reçu des rémunérations plus qu'indécentes. En effet, Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan a gagné 9 240 809 euros, c'est-à-dire 572 années de salaire d'un smicard. Le dirigeant de Sanofi Aventis qui vient d'annoncer un nouveau plan de licenciement alors même que les profits de son entreprise explosent, a gagné cette année près de 8 millions d'euros. En un an, il gagne à lui seul ce que perçoivent 514 salariés au Smic réunis ! Au-delà de ces deux exemples, les 955 cadres dirigeants des entreprises du CAC 40 ont gagné en moyenne 1,2 millions d'euros en 2010.

Et pendant ce temps, la précarité, la misère se développent. Le nombre de bénéficiaires du RSA a, par exemple, augmenté de 9% et concerne actuellement 3,72 millions de personnes qui survivent avec 460 euros par mois. En proposant une augmentation d'à peine 17 euros mensuels, le gouvernement défend un Smic de misère, soi-disant pour ne pas empêcher

les patrons d'embaucher. Et cela malgré les diverses augmentations faites et annoncées pour les prochaines semaines comme par exemple celles des assurances, les remboursements de médicaments rendant de plus en plus difficiles les fins de mois pour une grande majorité.

PLAN D'ACTION ANTICAPITALISTE

On le voit, les inégalités, la misère explosent pour les uns pendant qu'une minorité continue de s'engraisser grâce à la politique du gouvernement, grâce au président des Riches. Mais ces politiques sont maintenant totalement « vomies » par une majorité de la population, et être anticapitaliste aujourd'hui, défendre des politiques de rupture avec ce système, reste d'actualité. C'est pourquoi il faut continuer de se mobiliser, de résister, pour l'emploi, les salaires, le refus de la précarité et du chômage, pour la santé, l'éducation. Il faut refuser d'attendre 2012 comme beaucoup nous le proposent. Et tous ceux et celles qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites doivent continuer de

se battre ensemble. Face à la crise, aux politiques d'austérité, un plan d'action anticapitaliste doit être au cœur des débats, au cœur des mobilisations et des résistances dans les mois qui viennent proposant une répartition radicale des richesses. Il faut faire payer la crise à ceux qui en sont responsables, défendre une augmentation de salaire pour tous et toutes de 300 euros net et pas de salaires ou minima sociaux en dessous de 1500 euros net, un partage du travail permettant à tous et toutes de travailler, l'expropriation des banques et la mise en place d'un service public bancaire qui permettrait de financer un plan de transition économique et écologique basée sur la satisfaction des besoins. Bref, pour l'année 2011, on continue de ne rien lâcher pour pouvoir tout changer!

Sandra Demarcq

Campagne

Empêchons qu'Aurore Martin soit remise aux autorités espagnoles Non au mandat d'arrêt européen !

Dans un arrêt du 16 décembre, la Cour de cassation a confirmé la possibilité d'appliquer à Aurore Martin le mandat d'arrêt européen. Elle peut donc être remise à l'État espagnol pour des activités qui sont licites en France.

J eudi 16 décembre, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Aurore Martin. Le transfert d'Aurore aux autorités espagnoles peut désormais intervenir à tout moment. Elle risque douze ans de prison pour s'être exprimée politiquement, en tant que membre de Batasuna, organisation de la gauche abertzale (nationaliste basque) qui est interdite en Espagne mais tout à fait légale et légitime en France. Nous sommes indignés et en colère. Après la manifestation du 4 décembre à Bayonne qui a rassemblé 2000 personnes, la détermination au Pays basque est plus forte que jamais pour empêcher qu'Aurore soit livrée à l'État espagnol.

Il y a déjà eu de nombreuses prises de position dans ce sens de la part d'organisations (nationalistes, PS 64, PCF, PG, NPA, Verts...), de syndicats (basques comme LAB, Solidaires, CGT, CFDT, FSU...), d'associations. Plus de 150 élus (des maires, des conseillers municipaux abertzales ou non, Borotra, sénateur-maire centriste de Biarritz, les députés Noël Mamère et Jean Lassalle...) ont signé une pétition demandant à la justice française de ne pas accéder à la demande de Madrid. Cela n'a pas fait reculer le gouvernement français, qui, répétons-le, sera le premier gouvernement d'Europe à appliquer le mandat d'arrêt européen à l'unE de ses ressortissantEs pour des raisons d'ordre politique. Lors de la session du 17 décembre, donc après l'aval donné par la Cour de cassation, plusieurs conseillers généraux de tous bords (UMP, PS, Modem...) se sont prononcés contre le transfert d'Aurore aux autorités espagnoles.

Toutes ces prises de position sont des premiers pas positifs. Et les réactions doivent se multiplier bien au-delà du Pays basque, dans tout l'Hexagone.

Il faut maintenant aller plus loin, multiplier les appels et les interventions, agir, participer massive-

ment, se présente aux élections, etc. De fait, ces activités terroristes ne sont rien d'autre qu'une expression politique en réunion, meeting, conférence de presse.

Aurore est en effet poursuivie pour avoir participé, en tant que membre de Batasuna, à une confé-

rence de presse et trois réunions publiques tenues au Pays basque Sud (État espagnol) dans la période 2006-2007, durant la dernière trêve de l'ETA. Cette décision prise par le tribunal de Pau, confirmée par la Cour de cassation, est de fait politique. Alors que la gauche abertzale agit et s'exprime en faveur d'une résolution démocratique, pacifique et politique du conflit au Pays basque, les États espagnols et français accentuent la répression.

Ce que Madrid appelle « la lutte antiterroriste » lui sert : - de prétexte pour nier ce droit élémentaire qu'est le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, c'est-à-dire le droit d'être consulté, - comme instrument de diversion, comme instrument de division entre travailleurs basques et non

basques, face aux mesures d'austérité particulièrement fortes prises par l'État espagnol. Comme les autres États au service des grands groupes financiers et industriels, il fait payer la crise au monde du travail tout en essayant de masquer la politique qu'il mène.

L'État français, lui-même bien avancé en matière de politique sécuritaire, marche main dans la main avec l'État espagnol. Il faut voir dans cette application du mandat d'arrêt européen (MAE) à Aurore Martin un dangerux précédent qui ouvre la voie : non seulement à son application à d'autres militants basques de nationalité française, avec l'objectif de l'illégalisation de Batasuna au Pays basque Nord, c'est-à-dire dans l'État français, mais

encore à tout militant politique, syndical, associatif de l'espace européen particulièrement en cette période de crise. Nous sommes tous concernés, le MAE peut demain s'appliquer à n'importe laquelle d'entre nous. Les libertés d'opinion, de réunion, d'expression politique - droits démocratiques élémentaires - sont attaquées.

Dès sa création, le mandat d'arrêt européen a été dénoncé par les organisations de défense des droits de l'homme comme permettant de museler les oppositions politiques. C'est ce qui se passe aujourd'hui au Pays basque, véritable laboratoire pour l'utilisation du MAE comme outil de répression aux mains des gouvernements. Nous ne laisserons pas faire!

Comités NPA d'Anglet et Mauléon



Bayonne, 4 décembre. Manifestation contre l'application du MAE à Aurore Martin. (CL)

ment aux différentes initiatives qui seront proposées par le collectif qui, avec Askatasuna, l'association de défense des prisonniers politiques basques, mène la campagne. Exigeons l'arrêt des poursuites envers Aurore qui doit pouvoir militer en toute liberté!

UN PRÉCÉDENT DANGEREUX

La décision de la Cour de cassation est très grave, d'abord pour Aurore, ensuite parce qu'elle crée un précédent.

Pour la première fois, un État européen, l'État français, utilise le mandat d'arrêt européen à des fins de répression politique contre l'une de ses ressortissantes. Il la remet à un autre État européen, l'État espagnol, pour ce que Madrid appelle « des activités terroristes ». En France, elles n'en sont pas puisque Batasuna a pignon sur

Contre Loppesi 2 révoltons-nous !

Le 21 décembre, l'Assemblée nationale a voté en deuxième lecture le texte sur la sécurité intérieure qui organise la répression tous azimuts. De nombreuses manifestations sont prévues contre cette loi.

La loi dite Loppesi 2 est un concentré d'atteintes à la démocratie et aux libertés organisées tout au long de ses 46 articles.

Le texte est passé en deuxième lecture à l'Assemblée nationale entre le 14 et le 21 décembre. Le gouvernement a réintégré dans un amendement la chasse aux squatters qui avait été retirée au printemps dernier grâce à la mobilisation des associations pour le logement.

Ainsi, l'article 32 ter A prévoit une procédure expéditive d'expulsion à l'encontre des habitants de yourtes, tipis, caravanes, mobil home, cabanes etc., et en cas de refus, une amende de 3750 euros. Plus besoin de décision de justice, le préfet pourrait ordonner l'expulsion dans les 48 heures.

C'est un déni de droit au moment où des centaines de sans-domicile meurent dans les rues.

Un collectif d'associations et de partis politiques, dont le NPA, a décidé de se mobiliser pendant toute la durée de l'examen de la loi en appelant à un grand rassemblement le mardi 21 décembre devant l'Assemblée nationale, au moment de l'adoption de la loi, et à une journée de manifestations en janvier, avant la lecture au Sénat.

D'après ce texte, sont des terroristes tous ceux qui vivent hors de ce système d'exploitation des plus pauvres, d'asservissement des plus démunis, en optant pour un mode d'habitat alternatif (par choix parfois mais souvent par contrainte, la France n'ayant pas de politique de logement); qui entendent développer des alternatives locales avec les populations démunies et les paysans, afin de ne plus

alimenter les multinationales de l'agro-business (car manger est vital); qui veulent développer des rassemblements artistiques, culturels alternatifs afin de produire des ponts entre les gens et créer ensemble de nouvelles alternatives au show-business, multinationales de la culture empêchant l'émergence de nouveaux courants, artistes (qui ne seraient pas profitables); qui défendent les droits fondamentaux humains (libre circulation, libre installation, libre expression...) au détriment de ce système d'oppression.

RÉPRESSION

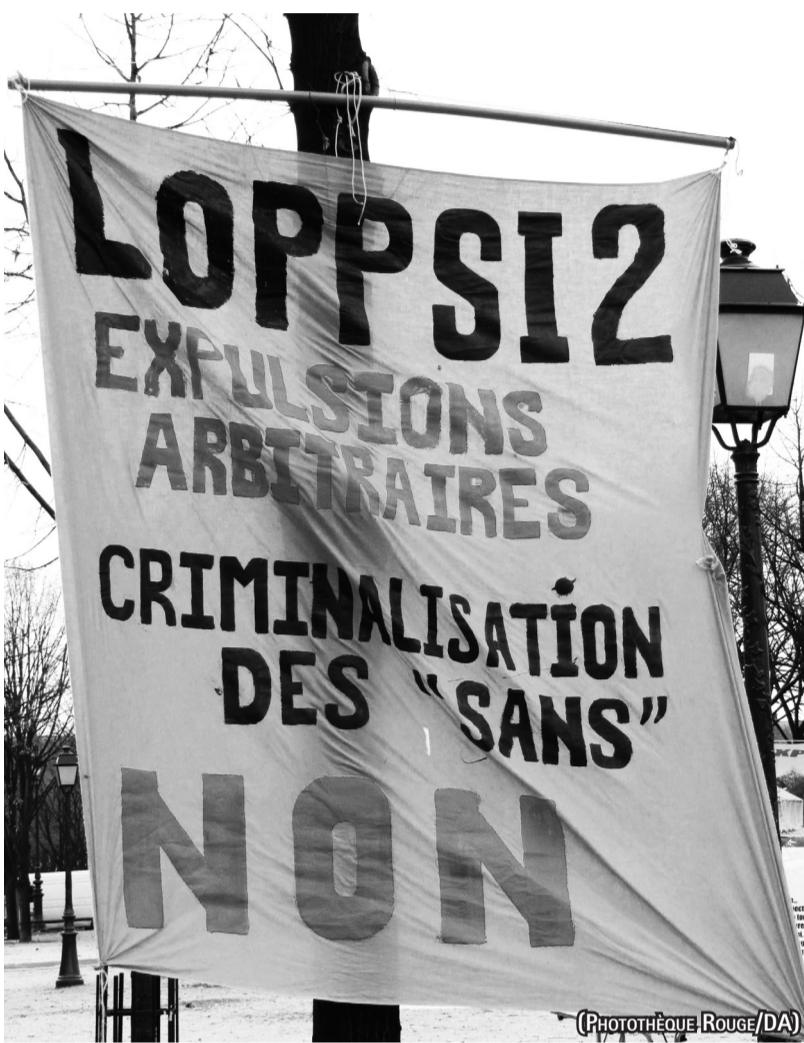
Samedi en fin d'après-midi, après le rassemblement à la préfecture, nous avons défilé avec nos camions/nos maisons dans les rues de Montpellier pour informer la population qui n'a pas encore entendu parler de cette loi...

Alertés par l'absence de la police qui aurait dû nous encadrer, nous avons rassemblé les camions pour partir car nous sentions que la riposte ne tarderait pas et qu'elle pourrait être violente!

Alors que les premiers camions partaient dans une petite rue, nous avons vu arriver des CRS surarmés et, sans sommation, ils ont foncé sur les gens qui étaient encore là, autour des camions.

Un homme était sur le côté du camion devant moi, lorsqu'il s'est retourné et a vu les CRS le charger, il a crié « arrêtez! » en mettant son bras devant lui mais ces bêtes sauvages armées l'ont matraqué contre le camion et ont continué alors qu'il était à terre!

Le CRS qui venait de le frapper s'est mis devant le capot de



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DA)

mon camion avec un autre. Un troisième est venu côté passager pour ouvrir ma porte (qui par miracle était fermée). De rage, il a matraqué mon camion/ma maison! Je n'ai gagné ma survie que parce que deux gars formidables les ont attirés vers eux et que ces derniers se sont précipités.

J'ai pu partir de l'autre côté, en état de choc, ramassant au passage un gars qui fuyait le matraquage.

Il y avait dans un des camions un couple avec un bébé, dans un autre camion une petite fille de 7 ans avec son papa (car nos camions sont nos maisons). Un camion a reçu un tir de flash-ball dans une fenêtre, d'autres ont eu le pare-brise et les fenêtres cassés, portes et tôles enfoncées par

le matraquage...

Quel acte terroriste avons-nous commis pour subir des matraquages et la destruction de nos maisons pendant une manifestation pacifiste?

Nous invitons la population à s'informer sur cette loi! À rejoindre les mouvements de résistance qui s'organisent partout en France et en Europe sur la base de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793:

« Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et, pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Anna



Par Anne Leclerc

HORTEFEUX DÉMISSION, FERRY AU PILORI

Vendredi, le ministre de l'Intérieur a été condamné pour « violation de la présomption d'innocence » à l'encontre de l'ex-conseiller de Michèle Alliot-Marie à la Chancellerie, David Sénat. Quelle ironie pour un ministre si prompt à commenter les décisions des juges quand elles ne vont pas dans le sens qu'il souhaite, notamment lorsque des juges condamnent des policiers. Hortefeux est condamné deux fois par la justice en moins d'un an! Et il fait fi de la jurisprudence qui voulait qu'un ministre mis en cause démissionne. On pouvait penser qu'au bout de deux condamnations, celui-ci songerait à partir. Eh bien non! Condamné une première fois pour propos racistes, Hortefeux se targue d'avoir fait appel pour clamer son innocence. Tout comme les policiers bénéficient le plus souvent d'une quasi-impunité lors de « bavures policières » qui ont abouti à des morts dramatiques, le ministre de l'Intérieur « délinquant » puisque condamné deux fois, reste en place.

Si le gouvernement fait montre d'une telle mansuétude, c'est que sur le fond, il n'a pas envie de désavouer un ministre fer de lance d'une politique sécuritaire et raciste. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, la droite s'autorise à reprendre les thèmes chers à l'extrême droite tant sur l'immigration que sur les musulmans ou la sécurité...

Alors même que Marine Le Pen vient de se lancer sur les traces de son père en comparant d'une manière scandaleuse les musulmans contraints de prier dans les rues à... l'Occupation allemande, un ancien ministre, Luc Ferry a déclaré préférer la porte-parole de l'extrême droite à celui du NPA.

Ni la xénophobie du FN, ni son racisme, ni le négationnisme de la famille Le Pen ne lui paraissent insurmontables puisqu'il va jusqu'à trouver « plus raisonnable » Marine Le Pen.

Il est vrai que la transmission des idées racistes et xénophobes a été grandement facilitée par le « débat » sur l'identité nationale mis en œuvre par Éric Besson, que Jean-François Copé voudrait relancer...

leur monde

Pas besoin de Loppesi 2 pour Collomb. Le maire socialiste, c'est lui qui le dit, de Lyon, Gérard Collomb se fiche bien de Loppesi 2. Il lui a suffi d'un arrêté pris le 14 décembre pour faire expulser une soixantaine de Roms qui survivaient dans un bâtiment sur le parking du Grand Bazar de Vaise. Ainsi, le 17 décembre, alors que les températures étaient inférieures à 0°, des hommes, des femmes, des bébés et des enfants se sont retrouvés dans les rues enneigées. Il faut dire que le bâtiment n'ayant pas l'électricité, ses occupants utilisaient les cheminées pour se chauffer. Il n'en a pas fallu plus au maire pour estimer qu'il s'agissait d'une « menace à la salubrité publique ». Ils sont donc relégués dans un gymnase et tant pis si celui-ci n'ouvre qu'à 17 heures et s'il faut le quitter à 7 heures du matin. Heureusement que selon l'Unicef, Lyon fait partie des villes « amies des enfants »!

Pas de soins pour les sans-papiers. Sans grande surprise, la commission mixte regroupant députés et sénateurs a réintroduit la mesure obligeant les sans-papiers à s'acquitter d'une somme forfaitaire de 30 euros pour bénéficier de l'Aide médicale d'État. La fronde des sénateurs qui s'étaient laissés convaincre par les associations de soutien aux étrangers a fait long feu. Autant dire que pour la plupart de ces personnes dont les revenus ne dépassent pas 634 euros par mois, l'accès aux soins ne sera qu'un lointain souvenir.

Pas de pitié pour les députés. Pour débiter dans leurs fonctions respectives de chef de l'UMP et de chef des députés UMP, Jean-François Copé et Christian Jacob ont tapé fort. Ils ont en effet soutenu un amendement visant à exonérer de toutes poursuites les députés qui omettraient

sciemment de déclarer une partie de leur patrimoine. Devant le tollé engendré, ils ont été contraints de faire machine arrière. Ainsi, les députés fautifs pourront avoir à payer une amende, mais ils ont quand même tenu bon : pas question de peine de prison.

Pas de pitié pour les manifestants. Le pouvoir est beaucoup moins magnanime pour les opposants à sa politique. Le 16 décembre au petit matin, huit personnes ont été interpellées à leur domicile pour « violences volontaires et dégradations commises en réunion », lors de la manifestation du 28 octobre dernier. Au cours du défilé, ils étaient passés devant le local de l'UMP, gardé par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à utiliser les lacrymos, provoquant la colère des manifestants. Les organisations syndicales ont décidé d'un grand rassemblement le 28 janvier

lorsque les prévenus devront passer devant le tribunal correctionnel.

Pas de problème d'argent pour les footballeurs. Thierry Henry et Nicolas Anelka ont décidé (d'après *Libération*) de ne pas renoncer à leur prime du Mondial. Les autres joueurs avaient en effet décidé de ne pas toucher cet argent après leur performance en Afrique du Sud. Rassurons-nous, ce n'est pas une question d'argent mais bien plus, une manière d'afficher leur désaveu de la Fédération française de foot. Car comme le dit Libé, « les sommes en jeu – de 130 000 à 150 000 euros selon les cas, soit moins d'un demi-mois de salaire – [sont] dérisoires à l'échelle des fortunes amassées par les deux joueurs au fil des années. »

en bref...

LU, les licenciements boursiers condamnés.

Le 3 décembre, la cour d'appel de Paris a estimé que le licenciement de dix-neuf anciens salariés de LU n'avait pas de cause réelle et sérieuse. L'entreprise n'ayant pas à l'époque de difficultés économiques particulières. Les anciens salariés devaient recevoir entre 50 000 et 100 000 euros chacun de dédommagement et LU est également condamné à rembourser à Pôle emploi six mois d'allocations chômage. On se souvient du scandale qu'avait provoqué en 2001 l'annonce par Danone de la fermeture de six usines en Europe dont celles de Calais et Ris-Orangis, ainsi que des restructurations dans d'autres sites, aboutissant à la suppression de 1 780 emplois dont 570 en France. Considéré comme un des premiers plans de licenciement pour faire plaisir aux actionnaires, cela avait donné lieu à un boycott de tous les produits Danone pendant

plusieurs mois. Neuf ans plus tard, la justice donne enfin raison aux salariés. À ce jour, le groupe ne s'est pas pourvu en cassation. Espérons que cet arrêt dissuadera les entreprises de procéder à de nouveaux licenciements dont le seul but est d'augmenter les dividendes des actionnaires. Quitte pour cela à jeter les travailleurs à la rue.

76 jours de grève pour les postiers de Marseille.

Mardi 21 décembre, les postiers du centre de distribution de 2^e arrondissement de Marseille ont reçu le soutien d'Olivier Besancenot qui leur a notamment déclaré : « Il faut se mobiliser pour arrêter le massacre. Faisons de ce conflit un exemple national ». Ils sont en grève à 100 %, cadres compris, depuis 76 jours pour dénoncer l'embauche d'intérimaires. Depuis le début de la lutte, ils reçoivent un large soutien

dans la population et également de la part de tous les postiers des Bouches-du-Rhône. Jusqu'à ce jour, la direction refuse toutes négociations.

Élection CE Peugeot Sochaux.

Depuis 26 ans une alliance CFTC-CGC-FO (l'Entente) dirigeait le comité d'entreprise de Peugeot Sochaux, la plus importante usine de France (8 495 salariés titulaires). Les élections tenues la semaine dernière montre une importante progression de la CGT, qui avec sept sièges obtient autant que la majorité sortante. La CFDT, avec un siège, est en mesure de fournir un partenaire pour une majorité au CE. Par ailleurs, les élections pour les délégués du personnel confirment cette nette remontée de la CGT (52,1 % au premier collège). Le syndicat indépendant de l'automobile (SIA), syndicat patronal revendiqué, n'obtient que 6,6 %, et n'est plus représentatif. Nous reviendrons plus en détail sur cet événement de première importance dans le prochain numéro.

et n'est plus représentatif. Nous reviendrons plus en détail sur cet événement de première importance dans le prochain numéro.

On travaille trop !

Pour la troisième fois, le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a remis en cause la législation sur le temps de travail en France. Au détour d'un article de la loi de 2008 sur la représentativité, des dispositions concernant le temps de travail ont été introduites. Le CEDS vise deux dispositifs : le forfait jour, pas assez encadré, ce qui peut aboutir à une durée de travail hebdomadaire allant jusqu'à 78 heures ! Et les astreintes qui doivent « donner lieu à compensation, financière ou sous forme de repos ». Le gouvernement ne s'inquiète pas trop, c'est en effet la troisième fois que le comité épinge le pays. Mais apparemment, les syndicats entendent suivre l'affaire de près.

RAPPORT HUBERT SUR
LA MÉDECINE
Attention danger !

Pas de médecin à la campagne ou au pied des tours dans les banlieues ? Moins de 10 % des jeunes médecins s'installent en médecine libérale. 57 heures par semaine, une pratique au plus près des difficultés quotidiennes des patients, mais sans les moyens réels d'y porter remède. Des inégalités régionales qui se creusent et des difficultés d'accès pour les plus pauvres, à cause du paiement à l'acte. Pas de médecine de prévention, sociale ou environnementale, des relations difficiles avec la médecine hospitalière et une pression incessante des caisses pour réduire les dépenses de santé... La médecine libérale est en crise. Nicolas Sarkozy a demandé un rapport au docteur Hubert, ancien ministre de la Santé, pour servir de trame à sa future loi pour la médecine ambulatoire, annoncé pour 2011. Attention, danger !

« Moins d'actes mieux payés est le rêve de tout médecin. Moins d'actes médicaux inutiles est le rêve de tout organisme payeur ». « Le tarif des consultations pourrait osciller entre 10 et 70 euros »... L'objectif : recentrer l'intervention des médecins « autour d'actes qui correspondent véritablement à leur valeur ajoutée » : « Des gestes simples mais répétitifs pourront demain être assurés par des professionnels non médecins, opération de la cataracte ou pose de prothèse simple, assurables par des techniciens spécialisés ». On abandonne une médecine générale qui prend le temps d'écouter le patient. La consultation graduée, super-paiement à l'acte, aggravera les difficultés d'accès aux soins pour ceux qui ne peuvent pas avancer le prix de la consultation. Neuf millions de personnes renoncent chaque année à se soigner. Le rapport Hubert veut recentrer l'assurance maladie et « la pratique des médecins généralistes vers les risques lourds », cela laisse un espace plus grand pour les complémentaires « mutuelles et assureurs privés » qu'il faut « faire entrer dans le jeu conventionnel ». Au moment où les crédits publics s'assèchent pour les réseaux de soins centrés sur le patient, les assureurs développent leurs propres réseaux santé, comme Swiss life autour du diabète. Les « petits risques » sont de fait abandonnés à l'auto-médication, aux dépassements d'honoraires, et aux conventions spécifiques avec les assurances, pour ceux qui en auront les moyens. Reprenant l'idée des maisons de santé dans les zones sous-médicalisées, le rapport Hubert veut en faire le champ d'expérimentation de sa contre-réforme. La réponse du mouvement ouvrier passe par le tiers-payant généralisé et l'interdiction des dépassements d'honoraires. La fin du paiement à l'acte, un paiement à la fonction incluant un temps de soins, de prévention, d'éducation à la santé et de formation indépendante. Une formation des futurs généralistes centrée sur la médecine de ville, indépendante des trusts pharmaceutiques. Et des maisons de santé pluridisciplinaires réunissant médecins, infirmières, kiné, labo, psychologues, nutritionnistes, travailleurs sociaux... centrés autour de la santé globale des habitants du quartier. Cela s'oppose aux maisons de santé avec tarification graduée pilotées par les objectifs de maîtrise de dépenses de santé de la Sécu et les profits des assurances privées du rapport Hubert.

Frank Cantaloup



Rome, le 14 décembre. Les étudiants jettent des pierres sur le bâtiment du Parlement. (REUTERS/GIAMPIERO SPOSITO)

La jeunesse et les salariés dans la rue !

ITALIE. Alors que Berlusconi échappait à trois voix près à une motion de défiance qui l'aurait obligé à démissionner, la jeunesse italienne est descendue massivement dans la rue pour s'opposer à la réforme de l'université. Comme en France, le gouvernement réagit en criminalisant le mouvement. Il est urgent de se coordonner au niveau européen pour contrer ces attaques contre l'ensemble des populations.

Comme leurs homologues anglais, il y a deux semaines, les étudiants italiens se sont mobilisés massivement au cours des derniers jours pour protester contre la réforme des universités et l'augmentation des frais d'inscription. Mardi 13 décembre, d'énormes manifestations et des actions de blocages se sont déroulées dans tout le pays. À Palerme, lycéens étudiants et salariés ont bloqué l'accès à l'aéroport, à Milan les manifestants ont occupé la Bourse des valeurs, mais c'est à Rome que s'est tenue la plus grande manifestation qui a réuni plus de 100 000 personnes. Outre les étudiants, on retrouvait coude à coude des salariés qui protestaient contre la disparition des indemnités de chômage technique, des habitants de la région de Naples s'opposant à la construction d'une déchetterie hyper polluante dans leur commune, ou des victimes du tremblement de terre de l'Aquila, non relogés et non

indemnisés. Autant dire, un concentré des contradictions sociales de l'Italie de Berlusconi. C'est d'ailleurs contre le « caïman » et sa clique mafieuse qu'étaient dirigées les plus vives attaques des manifestants. Ainsi pouvait-on lire : « Dehors la dictature » sur quelques banderoles. Le jour même de la mobilisation, échappant par trois voix à une motion de censure qui l'aurait conduit vers la porte, le président du Conseil était immédiatement soupçonné d'avoir acheté les votes de plusieurs parlementaires, dont certains classés à gauche ; une bagarre éclatant même au sein du Parlement. Ces affaires qui n'en finissent pas, lassent la plupart des Italiens qui ont perdu toute confiance envers le personnel politique. Cette colère populaire, profonde, amenait les manifestants à rentrer dans la zone rouge (le centre historique) établie sur le même mode que le dispositif mis en place à Gênes, lors du sinistre G8 de 2001. Des

véhicules blindés de la police ont été incendiés. La presse italienne, dont les principaux titres appartiennent à Berlusconi, parle bien sûr de provocations, d'éléments incontrôlés, de membres des black blocs venus semer la terreur. Mais, comme le disent nos camarades de Sinistra Critica (gauche critique) : « Avec quelle légitimité la politique institutionnelle, qui affronte la crise économique en répondant seulement aux demandes des banques et des entreprises, peut-elle se permettre de juger et de se scandaliser de ce qui s'est passé ? » Aujourd'hui, le gouvernement entend casser le mouvement en le criminalisant. Des dizaines de jeunes ont été arrêtés, après les affrontements avec la police et certains sont inculpés. Il compte également sur la démobilisation pendant les fêtes pour que tout rentre dans l'ordre, et que soit votée la loi université. Pourtant de nouvelles dates

de manifestations sont envisagées par le mouvement en pleine phase de construction. Dans de nombreuses villes, des collectifs « Unis contre la crise » se forment et les centres sociaux multiplient les initiatives de mobilisation. Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Angleterre, la mobilisation en Italie montre que la jeunesse affronte partout les mêmes problèmes liés aux politiques d'austérité imposées par les capitalistes pour nous faire payer leur crise. Nous devons redoubler d'efforts pour coordonner toutes ces luttes et leur donner un caractère européen. Le NPA, à l'initiative avec le SWP d'une conférence internationale à laquelle ont participé 27 organisations venues de 20 pays européens, était un jalon, il est urgent d'avancer au plus vite dans cette voie.

Alain Pojolat

PLUS FORT QUE LE RÉGIME CRÉTOIS



Côte d'Ivoire, basse manœuvre de l'impérialisme

Les heurts se multiplient et la liste des morts s'allonge. Pendant ce temps les puissances impérialistes ne voient que leurs intérêts.

Malgré l'apparence, Alassane Ouattara est dans une situation plutôt inconfortable même si sa victoire électorale est reconnue par la communauté internationale, qui a dû fermer les yeux sur les nombreuses fraudes ayant eu lieu dans les régions nord, contrôlées par les Forces nouvelles au détriment de son rival Laurent Gbagbo.

Ouattara, dans son nouveau costume de Président, se doit de rester à Abidjan, mais est ainsi coupé de l'essentiel de sa base qui se trouve au nord du pays. De plus, le temps semble jouer contre lui. La tentative de débloquer la situation en envoyant la population marcher vers la Radio Télévision ivoirienne et sur le palais présidentiel s'est soldée par au moins une dizaine de morts, sans que rien ne bouge. Le renouvellement de la marche le lendemain a été un fiasco faute de mobilisation populaire.

Les tentatives de certaines ambassades occidentales pour débaucher des membres de l'état-major de l'armée ivoirienne fidèle à Gbagbo ont été aussi vaines.

Il ne reste plus, pour Ouattara et ses alliés occidentaux, qu'à accentuer les menaces et à isoler Gbagbo sur la scène internationale en accréditant les ambassadeurs de Ouattara, et surtout à tenter d'étrangler financièrement le régime par le biais de la Banque centrale d'Afrique de l'ouest.

L'acharnement des métropoles impérialistes contre Gbagbo n'est pas motivé par la défense de la démocratie en Afrique. Leur soutien sans faille aux nombreux dictateurs - Déby au Tchad, Bozizé en Centrafrique, Ben Ali en Tunisie etc. - et aux multiples mascarades électorales au Congo Brazzaville, Gabon, Togo, Burkina Faso et tout récemment en Égypte l'attestent.

Depuis dix ans qu'il est au gouvernement, Gbagbo n'a pris aucune mesure en faveur des besoins sociaux de la population et n'a pas eu une gestion progressiste, bien au contraire. Il a attisé la xénophobie en prônant l'ivoirité, la corruption s'est généralisée, l'arbitraire et les atteintes aux droits de l'homme aussi. Ce que l'impérialisme ne lui pardonne pas, c'est sa tentative de s'en émanciper lors des premières années de son gouvernement. Même s'il a rapidement changé sa position au point d'imiter ses pairs du pré carré africain en offrant de gré à gré aux entreprises françaises les marchés juteux de la Côte d'Ivoire, il est et reste pour les capitales occidentales un personnage qui n'est pas totalement contrôlable et donc potentiellement source de crise.

Et ce n'est pas un hasard si les deux puissances impérialistes protagonistes de la crise, sont la France avec ses intérêts économiques et les États-Unis présents à travers ses multinationales comme Umic (Ocean Energy) qui exploite le pétrole offshore ou Philip Brothers (Phibro) qui commercialise le cacao dont la Côte d'Ivoire est le premier exportateur mondial.

Plus que jamais, les organisations démocratiques et ouvrières doivent exiger que la Côte d'Ivoire cesse d'être le terrain de jeu des puissances impérialistes qui sont prêtes à faire basculer le pays dans un bain de sang pour préserver leurs profits.

Paul Martial

Gros succès de la grève générale du 15 décembre

GRÈCE. Alors qu'un nouvel arrêt de travail devait avoir lieu le 22 décembre, les mobilisations ont été particulièrement combatives le 15. La population se révolte contre les exigences du FMI et contre la police qui réprime les manifestants.

Désormais c'est chaque jour que l'on a en Grèce au moins une nouvelle raison de se révolter. Rien que cette semaine, les nouvelles exigences du FMI pour verser les prochaines sommes du memorandum: faire fermer les entreprises publiques «boîteuses» selon les critères du profit, faire passer plus de produits de consommation courante dans la catégorie TVA à 23%, augmenter le temps de travail dans le secteur public, mais y baisser encore les rémunérations... Ou ces chiffres simples, publiés ce dimanche dans *Eleftherotypia*: des travailleurs évoquent ce qu'ils perdent chaque mois depuis la mise en place des mesures: 200 euros pour un chauffeur de bus, 100 euros pour une infirmière, 1500 euros (sur 3000 avant) pour un cafetier... Quant aux pêcheurs égyptiens sur les bateaux grecs, ils gagnent 300 euros par mois... Cette semaine encore, mobilisation de milliers d'habitants de la banlieue de Keratea contre la décision d'installer une décharge à leurs portes, qui plus est sur un site archéologique.

Tout ceci pour expliquer la très forte participation à la grève du 15 décembre, et cela dans de très nombreux secteurs. Mais chaque jour, des mobilisations ont lieu, plus ou moins fortes. Toute la

semaine, les transports d'Attique (région d'Athènes) étaient en grève contre la casse du secteur, sauf le 15 pour amener le monde aux manifs! Mardi 14 déjà, un arrêt de travail de trois heures a eu lieu, avec un rassemblement combatif de plusieurs milliers de travailleurs. Et le 15, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes ont manifesté dans le pays. Pour Athènes, même Pujadas sur France2 a parlé de manif «monstre»: au moins 50000 manifestants... mais en deux cortèges, Pame, courant du KKE (PC grec) marchant seul, avec gros cortège, grosse sono, mais sans grosse combativité, et un service d'ordre veillant surtout à tenir éloigné l'autre cortège, celui regroupant les fédérations de GSEE (conféd. du privé) et Adedy (féd. du public) et surtout les syndicats de base puis la gauche radicale. Au moins deux fois plus nombreux que celui de Pame, ce cortège était surtout très combatif, avec de forts regroupements (enseignants du secondaire, travailleurs de la santé et des municipalités).

Fait nouveau, deux tendances s'affirment. Première tendance: si les travailleurs se servent des appels des directions, leur défiance grandit devant les magouilles, comme celle du dirigeant de GSEE négociant dans leur dos ou celui

d'Esia (journalistes d'Athènes) vendant les travailleurs aux gros requins de la presse. On a pu voir ainsi les cortèges partir en manif sans attendre la fin des discours des bureaucrates! Tendance se traduisant par les tensions dans l'appareil syndical ou politique du Pasok (exclusion d'un député qui a refusé de voter la loi cassant le droit du travail).

Deuxième tendance: la combativité se traduit par des manifestations résolues, qui ne se réduisent pas aux cocktails molotov ou encore moins aux coups contre un ex-ministre frappé lors de la manif. À Keratea, la population va au contact des MAT (CRS), et le maire et de vieilles personnes ont été violemment frappés. En même temps, face à la violence policière, l'arme de la dérision de masse se répand, comme sous la junte militaire (1967-1973): «*Keratea-Keratades [cocus] 1-0!*» est très scandé, et le 15 à Athènes, on a vu des flics «voltigeurs» menaçants, ridiculisés par les manifestants qui les applaudissaient. Tendances importantes, à côté de la bataille pour l'unité dans les luttes et l'auto-organisation. La suite devait se produire le 22, avec un nouvel arrêt national de travail.

Andrea Sartzekis

en bref...

Chili, Un procès nécessaire. Le 17 décembre, la communauté franco-latino américaine solidaire des victimes de la dictature Pinochet ont exprimé leur satisfaction après le résultat du procès contre quatorze officiers des forces armées et de la police du régime putschiste chilien et un ex-officier argentin. «*Le procès que nous venons de vivre, sert de reconnaissance des militantes et militants de tous les continents qui ont subi le même sort qu'Alfonso Chanfreau, Jean-Yves Claudet, Georges Klein, Etienne Pesle au Chili*» a déclaré la représentante du NPA. La cour d'assises de Paris a en effet prononcé la réclusion à perpétuité contre deux d'entre eux, les ex-responsables de la police politique du régime, et des peines de quinze à vingt ans de prison et un acquittement pour les autres. Ainsi s'est clos le procès, véritable symbole, contre la dictature militaire de Pinochet, commencé il y a douze ans et passé presque inaperçu. À l'origine de sa tenue en France, les plaintes déposées par les familles

de quatre militants franco-chiliens ayant subi emprisonnement, tortures et qui par la suite ont été portés disparus (voir *Tout est à nous!* n°81). Un procès éminemment politique où les parties civiles, France Amérique latine, l'Association des ex-prisonniers politiques du Chili, la Ligue des droits de l'homme et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont largement décrit le contexte du processus de développement des acquis sociaux et de renforcement des aspirations des travailleurs au Chili au moment où ces militants internationalistes étaient actifs.

Ghislaine Joachim-Arnaud, un procès politique. La présidente du tribunal correctionnel de Fort-de-France a mis sa décision en délibéré au 2 mars 2011. Le procès qui s'est tenu le 15 décembre contre la syndicaliste Ghislaine Joachim-Arnaud à la suite d'une plainte pour «*incitation à la haine raciale et provocation à la discrimination*» a démontré qu'il s'agissait de

discréditer une militante. À 14h30, 200 manifestants scandaient devant le palais de justice «*Matinik sé ta nous, an band béké, profité, volé, nou ké fouté yo dewo, komba tyala nou ké tonkié*», le slogan qu'elle avait inscrit sur le livre d'or de l'émission Le Club et pour lequel elle est poursuivie. Encore une fois, elle a expliqué que le terme de béké ne concernait pas une ethnie, mais bien une classe, celle des patrons, des exploités. «*Nous faisons une distinction de classes et non de races*», a-t-elle déclaré. Le batonnier qui assurait sa défense après avoir rappelé que des milliers de manifestants avaient proféré ce slogan en 2009 a d'ailleurs posé la question: «*Pouvez-vous me dire combien de békés ont été tués ou assassinés après ça?*» Ce qui n'a pas découragé l'avocate de la partie civile: «*c'est un appel à la haine raciale, une exhortation à la population*». Quant au procureur de la République, c'est 1500 euros d'amende qu'il requiert. Une manière de faire payer aux Martiniquais le mouvement de 2009. À suivre.

Pays basque: un verdict lourd. C'est avec un soulagement paradoxal que les dix militantEs basques d'ETA, arrêtés en octobre 2004 et jugés par la cour d'assises spéciale de Paris, ont accueilli l'énoncé du verdict. Il est vrai que le réquisitoire, sans précédent dans ce type de dossiers (pas de crime de sang!), laissait présager le pire. Au final, à l'issue d'un procès émaillé de multiples incidents (mise en cause du travail de la défense par le procureur, négation des tortures subies par un des prévenus lors de son interpellation en Espagne), ce sont des peines de deux à vingt ans qui ont été prononcées. En rendant un jugement plus politique que juridique, la justice antiterroriste a adressé un message clair. Les autorités françaises n'entendent pas modifier leur stratégie sur la question basque alors qu'un processus de résolution démocratique du conflit se dessine depuis plusieurs mois.

La presse à l'ère d'

Une petite histoire de la presse radicale et révolutionnaire

Dans l'histoire des mouvements radicaux et révolutionnaires, au cœur de chacun d'entre eux se trouve un journal : *le Cri du Peuple* de Jules Vallès, *l'Iskra* et *la Pravda* de Lénine et des bolchéviks, *l'Humanité* de Jaurès puis du PCF, *Ordine Nuovo* de Gramsci, puis plus récemment, autour de Mai 68 en France, *Rouge* de la LCR. Et ce ne sont que quelques exemples. Mais au XXI^e siècle, la révolution d'internet ne signale-t-elle pas la fin du journal papier ?

Internet est un outil fantastique pour nous et pourtant nous soutiendrons qu'il ne peut pas remplir certaines fonctions clés d'un journal papier.

Dans tous les grands journaux anticapitalistes ou révolutionnaires se trouvent trois éléments en particulier : une affirmation claire des principes, l'expérience de la vie des travailleurs, de leurs luttes, de leurs résistances et ce qu'il faut faire.

L'affirmation des principes signifie que l'on n'est pas un club de discussions où toutes les idées se valent. Quant aux expériences vécues du monde, il s'agit de dénoncer les horreurs du système et d'expliquer leurs causes, de généraliser le meilleur des résistances avec des informations qu'on ne trouve pas ailleurs. Ensuite, pour que les principes généraux ne restent pas abstraits, il s'agit de les intégrer dans une analyse du monde différente de l'idéologie dominante. Enfin, pour le « que faire ? » ce n'est pas simplement proposer au lecteur d'être d'accord ou de constater l'existence des luttes des autres mais de voir ce que nous pouvons faire ensemble, cette semaine, où, avec qui, autour de quel mot d'ordre, etc. Il est bien sûr impossible d'examiner tous les journaux radicaux du passé mais prenons quelques exemples.

La Pravda

Aujourd'hui *Pravda* est associée à la période stalinienne de l'URSS où la vérité (*Pravda*) signifiait plutôt mensonge. À ses débuts c'était tout à fait autre chose. Fondé en 1912 par Lénine et les bolchéviks, c'était le journal de l'opposition implacable à la boucherie impérialiste de la Première Guerre mondiale. C'était le journal aussi du festival des opprimés qu'était la Révolution de 1917, des conseils ouvriers, des libertés sexuelles, de la démocratie et de la prise de parole, reflétés dans le journal avec ses tribunes et ses points de vue différents.

Si on choisit cet exemple c'est aussi parce que Lénine a été un des premiers à théoriser le rôle d'un journal révolutionnaire, en 1902 dans *Que Faire ?*, un livre plus connu aujourd'hui pour la controverse sur la source de la conscience de classe mais dont la moitié est consacrée aux arguments sur la nécessité et la nature d'un journal révolutionnaire national.

Bien des arguments du livre furent développés par rapport aux conditions dictatoriales du régime tsariste, une situation différente d'aujourd'hui. Pas de recettes à

copier donc mais beaucoup de questions soulevées sont très actuelles et très utiles à (re)visiter.

On y trouve le débat sur propagande et agitation et le rapport entre les différents outils de la presse (journal, revue, tracts, brochures, etc.), le besoin de parler de toute la société, d'être le « tribun du peuple », contre toutes les injustices. Par ailleurs, il y est discuté de la nécessité pour le journal d'être non seulement un propagandiste et un agitateur collectif mais aussi un organisateur collectif. Pour Lénine la construction d'un parti ressemblait à la construction d'un bâtiment avec le journal comme « échafaudage ».

On y trouve aussi une polémique par rapport au développement de journaux locaux au détriment du journal national, polémique à replacer dans son contexte et les problèmes de clandestinité mais qui résonne aujourd'hui pour les débats dans le NPA – la meilleure utilisation des ressources et des énergies ou les débats sur centralisme et autonomie, cohésion et balkanisation, etc. Enfin, on y trouve aussi un débat sur la formation des militants à

The Northern Star

Commençons par le premier grand mouvement organisé de la classe ouvrière dans le monde, celui des Chartistes en Grande-Bretagne. Ce mouvement assez peu connu fut une inspiration pour Marx et Engels avec l'apparition de cette nouvelle classe et sa capacité à s'organiser. En 1838-1839, des centaines de milliers de travailleurs se rassemblaient pour débattre de la Charte qu'ils souhaitaient présenter au Parlement sous forme de pétition et des dizaines de milliers d'entre eux s'entraînaient militairement dans l'attente d'un soulèvement populaire.

Malgré le caractère relativement modeste des revendications de la Charte, pour essayer de l'obtenir, le mouvement a déclenché en 1842 la première grève générale de l'histoire, suivie d'une tentative d'insurrection puis, en 1848, une manifestation monstre à Londres a momentanément semé la panique au sein de la classe dirigeante britannique.

Au cœur de ce mouvement, il y avait pour la première fois un journal, *The Northern Star*

(L'Étoile du Nord). Ce huit pages hebdomadaire, grand format, se vendait en 1837 à 10 000 exemplaires et en 1838 à plus de 50 000, autant que le *Times*, le principal journal bourgeois de l'époque. Malgré son prix élevé (l'équivalent aujourd'hui de 20 euros), c'était un vrai journal populaire avec un lectorat sept fois plus important que les ventes. Une personne qui savait lire recevait le journal et organisait des lectures à haute voix chez quelqu'un ou pendant la pause thé au travail avec dix ou quinze personnes, suivies de discussions.

À l'intérieur, on retrouve les trois mêmes éléments : les principes, l'expérience et que faire. Pour les expériences, les pages courriers et les réponses avaient une place très importante. C'était un vrai journal de lecteurs avec des débats, des annonces et des comptes rendus de réunions. En même temps, on y trouve des articles de politique générale, par exemple sur les conditions de travail dans les usines ou sur le droit de vote des femmes.

L'Humanité

L'Humanité est fondé par Jaurès un an avant la création en 1905 du nouveau parti socialiste. Au départ, ce n'est qu'un journal socialiste parmi d'autres. Ce n'est que graduellement qu'il devient le journal du parti. Ceci explique en partie le débat qui a longtemps couvé sur l'autonomie du journal par rapport au parti, voire sur l'autonomie des journalistes, débat qui existe encore aujourd'hui. En 1920, avec le vote majoritaire du Parti socialiste d'adhérer à l'Internationale communiste, la question est tranchée (non sans de vifs débats) et *L'Humanité* devient l'organe officiel du Parti communiste. Le journal reste un grand quotidien de masse avec des tirages de plus de 130 000 exemplaires durant les années 1920 et a une grande influence dans le mouvement ouvrier.

Pendant plusieurs années, *L'Huma* du PCF, dans

ses principes, porte le meilleur de la tradition communiste en termes de luttes de classes et d'internationalisme face aux pressions nationalistes et colonialistes de l'État français mais la stalinisation grandissante du parti change évidemment bien des choses par la suite.

En termes de porte-voix des expériences des masses ouvrières, les traditions de l'Internationale communiste apportent aussi un plus avec le développement d'un réseau de « correspondants ouvriers et paysans » et même plus tard, en 1929, malgré la stalinisation, il y a l'expérience très intéressante des « Comités de défense de *L'Humanité* », un réseau de membres (et non-membres) du parti qui organisent des ventes de masse et la défense du journal face aux attaques de l'État français contre le journal et le parti.

travers le journal (lecture, écriture, collecte d'infos, diffusion, etc.). En somme, c'est une véritable mine d'idées. Dans la *Pravda* de cette époque les expériences locales étaient particulièrement mises en avant par le développement de correspondants locaux afin que le journal devienne celui des lecteurs et que des lecteurs deviennent des supporteurs, des vendeurs et des membres. C'était quelque chose dont Lénine et les bolchéviks étaient particulièrement convaincus et fiers et qu'ils reprenaient au début des années 1920 lors des débats dans l'Internationale communiste sur la presse, citant le fait que la moitié de leur journal consistait en des lettres de travailleurs sur leurs conditions de travail, leurs luttes, leur vie. Était aussi cité le nombre impressionnant de contributions financières individuelles en soutien au journal lors des collectes.

Enfin, le « que faire » restait un élément central avec les tâches du moment, de la remontée des luttes en 1912 jusqu'à la révolution de 1917 et les premières années après.

Rouge

1968 et les foisonnements qu'une à tenir l'om Ligue comm les archive l'impact de à la criée vente dans oui, ce qui journal qu

Et

Les trois journaux d'gènes. Le sensibilités meilleur d'anticapital plus d'avoc seulement les membres rades et de En ce qui nal réussi, parti antic NPA est un et voté au pour la dé l'argument confrontat gauche. Un semble des teurs du N d'éviter la Sur les ex lecteurs, le une très gr riences, c énormément activités t expérience méconnues coup de m sympathis bien sûr b villes et d qui livren riences ma d'articles, expérience le débat d n'a rien de on aurait t encourager lopper cett

La presse radicale à l'ère d'internet

Rouge

Les années qui suivent donnent lieu à un essai de journaux dont beaucoup n'ont eu une existence très éphémère. Un des rares journaux à être *Rouge*, le journal de la gauche communiste puis de la LCR. En consultant les archives du journal, dont le deuxième volume est sorti en DVD, on remarque, parmi les pages les plus frappantes, les « unes » très nombreuses et percutantes. Était-ce le reflet de l'ambiance ambiante, du culot de la période ? Une politique délibérée de privilégier la « une » pour des ventes militantes ? Des encouragements à ce type de pages intérieures font penser que le renvoi à tout le débat sur le type de journal qu'il nous faut, pour quel lectorat, avec

quelle diffusion.

Un des faits les plus marquants des années de *Rouge* a été l'expérience du quotidien qui a duré trois ans, de 1976 à 1979. La plupart des commentateurs parlent de « l'échec » de *Rouge quotidien* et du fait qu'il a été obligé de reprendre sa forme hebdo. Pourtant, réussir à vendre autour de 10 000 exemplaires chaque jour pendant trois ans fut un sacré exploit, surtout à une période où le reflux des luttes avait largement commencé. En tout cas, l'expérience de *Rouge* nous montre que dans certaines périodes et avec des forces militantes, un quotidien est tout à fait possible et un bilan plus général de sa quarantaine d'années d'existence pourrait nous être bien utile au NPA.

Aujourd'hui pour le NPA ?

Les derniers exemples sont bien sûr des journaux de partis révolutionnaires plus homogènes. Le NPA est un parti plus large avec des tendances différentes où on essaie d'attirer les différentes traditions radicales et communistes. Mais n'est-ce pas une raison de vouloir un très bon journal national, non seulement acheté, lu et vendu très largement par les militants mais auquel un maximum de camarades sympathisants contribueraient ?

Le journal concerne les trois éléments d'un journal : les contenus, les formes et les liens avec le lectorat. Les principes s'appliquent tout aussi bien à un journal capitaliste large. Sur les principes, le NPA est un parti avec un socle commun débattu au congrès. Le journal est le lieu idéal de défense de ce socle de principes avec la participation, l'illustration mais aussi la confrontation avec les idées des autres forces de la gauche. Un journal national soutenu par l'ensemble des membres autour des principes fondateurs du NPA serait un des meilleurs moyens de lutter contre la balkanisation de l'organisation.

Les expériences et le lien avec les militants.

Le NPA est un parti avec une grande richesse d'expériences d'interventions dans les luttes et dans des formes très différentes (des journaux souvent hebdomadaires par beaucoup de membres et militants). Il y a beaucoup de camarades qui ont leurs expériences de la remontée de la participation, le partage des idées, l'échange et la confrontation dans le journal. Un journal spontané et vivant tout intérêt à être lu et à développer la tradition.

Le journal devrait être aussi le lieu pour débattre entre les sensibilités différentes au sein du parti car nous ne sommes pas d'accord sur tout, à commencer peut-être par cet article ? Faisons en sorte que nos militants et lecteurs abonnés, acheteurs réguliers ou occasionnels puissent lire et réagir en donnant leurs opinions, leurs expériences, devant tout le monde. Cela ne pourrait que rendre le journal plus vivant avec des controverses et des débats.

Enfin, sur « que faire », le NPA est un parti de militants et certes d'adhérents aussi. Néanmoins il reste un parti militant qui non seulement défend ses idées mais propose des solutions, qui appelle à des mobilisations, à des actions, qui organise ou participe à des campagnes. Le journal pourrait jouer un rôle bien plus central dans l'impulsion et l'organisation de ces campagnes et interventions.

La presse indépendante dans la tourmente

La presse, en général, est en crise. En cause et en vrac, la concentration du secteur, l'apparition des journaux gratuits, et bien sûr, ce qui accélère le mouvement : le développement fulgurant d'internet. Résultat, la manière de lire évolue avec le support, on butine d'un article à l'autre, d'un site à l'autre. Et surtout, on prend l'habitude de le faire gratuitement (si on excepte bien sûr les frais du fournisseur d'accès). Cette crise touche évidemment aussi la presse radicale, associative, etc. et pas seulement en France.

Ainsi, en Grande-Bretagne, *The Ecologist* qui est un des journaux alternatifs les plus diffusés a vu ses ventes s'effondrer et a décidé de passer sur internet avec des abonnements en ligne. Malgré la baisse du coût lié à l'impression, la diffusion n'a pas suffi pour les abonnements en ligne.

Autre exemple, *le Plan B*, créé au moment du traité sur la Constitution européenne, a été obligé de s'arrêter. Les ventes en kiosque et les abonnements avaient chuté et les ventes militantes de l'ordre de 3 500 par numéro étaient tombées à 200.

Politis, créé en 1988, fait partie des membres fondateurs d'Attac. 34% de son capital est détenu par *le Monde diplomatique*. En 2006, le journal est en redressement judiciaire et l'association pour *Politis* est mise en place. 1 500 lecteurs y adhèrent et apportent au journal 941 000 euros. En 2009, *Politis* vendait environ 4 000

exemplaires en kiosque et comptait 12 000 abonnés. Il est aussi en ligne avec un contenu gratuit et payant et propose des abonnements à la version papier ou en ligne.

Siné hebdo, créé en septembre 2008 après le licenciement de *Siné* de *Charlie hebdo*, a vendu 140 000 exemplaires de son premier numéro puis les ventes s'étaient stabilisées autour de 120 000. En mai 2009, les ventes tournaient encore autour de 60 000 alors que celles de *Charlie* atteignaient 38 000. Malgré cela, *Siné hebdo* s'est arrêté le 28 avril car les abonnements ne suffisaient pas. En septembre, un nouveau titre est sorti, *la Mèche*, qui a démarré en vendant entre 15 000 et 20 000 exemplaires et 500 abonnés. Mais « les ventes en kiosque ont rapidement baissé sous les 10 000 pour se stabiliser autour de 6 000 exemplaires, ce qui est très insuffisant. Résultat : on arrivait à payer l'imprimeur et l'envoi aux abonnés, et c'est tout. Pas de locaux, pas de rémunération pour les dessinateurs et les journalistes, pas de salaire pour les permanents. Une situation envisageable un temps, mais intenable à terme sur un hebdomadaire, qui nous imposait un rythme nous empêchant d'avoir d'autres activités rémunératrices en parallèle. La tentative d'espacer la parution, avec un numéro 12 resté en kiosques deux semaines, n'a pas vraiment donné de résultats, il a donc fallu se résoudre à arrêter. » Le numéro du 10 décembre était donc le dernier.

Tout est à nous !

« J'ai remarqué que de nombreux militants ont mis fin à leur abonnement à des journaux de gauche. Si j'étais la CIA, j'encouragerais ce mouvement [...], car il contribue à fragiliser ceux qui critiquent l'ordre social. » Noam Chomsky.

Dès sa fondation, le NPA a décidé de se doter d'un hebdomadaire papier qui a rapidement été suivi par une revue mensuelle. La situation de notre hebdomadaire est plutôt difficile. Les abonnements atteignent péniblement les 2 600 et malgré le lancement de la nouvelle formule qui est appréciée selon les retours que nous avons et la campagne d'abonnement, leur nombre n'augmente pas.

Or, même si la presse militante n'a pas vocation à être bénéficiaire et même pas à l'équilibre, un déficit se creuse qui ne pourra pas être très longtemps financé par le NPA.

La question qui peut légitimement se poser est : faut-il conserver une presse papier à l'heure d'internet ? Car à l'inverse, le site du NPA donne lieu à une fréquentation importante qui en outre s'accroît en période de lutte comme cet automne.

Et comme notre but est de diffuser largement nos idées, internet peut paraître la meilleure façon d'y parvenir.

Pour autant, il ne faut pas opposer les deux modes de diffusion, mais bien plutôt les considérer comme complémentaires. Ainsi, selon les enquêtes consacrées au web, les internautes voient en moyenne trois pages d'un site avant de le quitter. Ce qui veut dire au mieux trois articles du journal si ce n'est trois vidéos. Alors qu'une personne qui achète le journal lors d'une vente militante peut être intéressée par un sujet particulier mais a également à sa disposition tous les autres articles. D'ailleurs, lors de la mobilisation en défense des retraites, on a pu voir que les ventes militantes, dès lors qu'elles étaient organisées, fonctionnaient et, à Paris notamment, 200 exemplaires étaient vendus en moyenne à chaque grosse manifestation.

Pour prendre l'exemple de *l'Humanité dimanche*, les ventes militantes représentent en moyenne 20% de la diffusion totale, avec 3 500 exemplaires vendus chaque semaine.

Mais pour fonctionner, nous avons besoin de stabiliser les revenus par l'augmentation des abonnements.

Nous nous sommes fixé comme objectif 1 500 abonnés supplémentaires d'ici le 31 janvier, nous en sommes loin. Alors, une seule solution, mobilisation !





www.snupfen1.org

Le Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (Snupfen) lance sur son site une pétition qu'il est urgent d'aller signer puisque cette dernière entend alerter l'opinion publique et le gouvernement sur l'avenir de nos forêts. Parce que la gestion durable des forêts françaises est attaquée de toutes parts, parce que Sarkozy prône une approche extrêmement productiviste de la gestion forestière, il est essentiel aujourd'hui de se mobiliser massivement pour cette campagne.

www.catchthebeat.net

Plus le temps d'écouter la radio ni de télécharger? Ce site rassemble les podcasts de cinq émissions qui balancent du son sixties de la Jamaïque et des États-Unis. Nostalgie et engagement font parfois bon ménage.

l'essai

UN MONDE

TORTIONNAIRE

RAPPORT 2010 DE L'ACAT-FRANCE

400 pages
15 euros



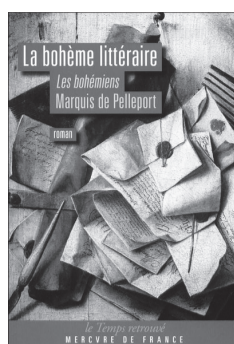
Un pays sur deux pratique la torture de façon courante, sans compter ceux qui la pratiquent de façon occasionnelle ou qui la sous-traitent et les structures – anti-étatiques et para-étatiques – qui y recourent également. Plus de 30 millions de personnes sont soumises à des peines de privation de liberté chaque année. Lieux, méthodes, victimes, tortionnaires, concours de la médecine dans la pratique de la torture, lois internes, état des ratifications des conventions internationales ou lutte contre l'impunité... les États torturent sans vergogne et ce même lorsqu'ils ont ratifié les conventions l'interdisant et introduit le crime de torture dans leur législation interne.

C'est à ce constat accablant que conclut le premier rapport de l'Acat-France, publié le 10 décembre. Ce rapport qui se veut un outil de travail pour des militants ne manque pas d'aborder plusieurs problématiques : le temps de la torture est infiniment plus long que celui, surmédiatisé, de la torture-événement, infiniment longue sera la réhabilitation de la victime. Le tabou de la torture a été progressivement levé et elle s'affiche dorénavant cyniquement sur les écrans. Autant dire que la question de la mobilisation contre une pratique devenue un moyen de gouverner est à l'ordre du jour et se heurte à des obstacles nouveaux, l'un et non des moindres étant l'encouragement qui lui est accordé au nom de la lutte contre le terrorisme, une licence qui constitue un dangereux précédent et pose la question du comment lutter, avec un débat à la clé et une ébauche de réponse : « Agir ET invoquer des principes, n'a pas la même portée que de se contenter d'avoir des principes en tant qu'opinions » ou encore « Il faut défendre une éthique radicale de la situation, qui responsabilise la personne et qui dit : "ici et maintenant, c'est toi." »

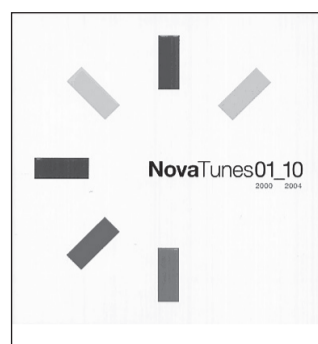
Luiza Toscano

Livre disponible en version papier ou téléchargeable sur : www.acatfrance.fr/medias/actualites/doc/ACAT_France-Rapport_torture-Dec_2010.pdf

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRES
LES BOHÉMIENS
Marquis de Pelleport
Mercure de France / 18 euros
Écrit à la Bastille entre 1784 et 1788, publié en 1790 et non réédité depuis, ce roman vient d'être exhumé par Robert Darnton. Le comparant aux œuvres rédigées dans les mêmes conditions par « un autre marquis libertin », Sade, il lui trouve « un talent littéraire plus grand ». « Aristocrate déclassé » devenu l'un des nombreux libellistes français réfugiés à Londres, Pelleport s'y moque de ses confrères vivant en « bohémiens » d'anecdotes scandaleuses, de trafics divers et même de chantages, tel Morande qui se fit acheter son silence par la Dubarry avant de renseigner la police française. La Révolution ramena à Paris beaucoup de ces polygraphes, notamment Brissot, l'un des héros des *Bohémiens*. Ce livre distrayant est aussi un bon témoin du bouillonnement intellectuel pré-révolutionnaire.
Gilles Bounoure



MUSIQUES
NOVA TUNES 01_10
Nova Records / Wagram
Il est facile de reprocher à Radio Nova sa façade branchouille. C'est oublier un peu vite le rôle qu'elle a joué dans la promotion de styles musicaux longtemps ignorés ou absents des ondes de notre beau pays (hip-hop, house, reggae, etc.) et qui continuent d'être proposés au grand public sous leurs formes les plus horribles (Yannick Noah ou Lady Gaga). De la sorte, si vous avez l'impression que les débuts des années 2000 se sont réduits aux comédies musicales et à Vincent Delerm, vous devez absolument vous procurer ce coffret qui rassemble les dix premières éditions de la série Nova Tunes. Un patrimoine légèrement plus étendu que la variété ou la chanson française, fût-elle militante, avec ses révélations depuis confirmées (Feist) ou ses groupes décédés (Tommy Hools), qui tous ont sonné, à leur manière, l'entrée dans le XXI^e siècle de la culture populaire.
King Martov



DVD
REMUE-MÉNAGE DANS LA SOUS-TRAITANCE
Ivora Cusack
Ce film raconte les années de lutte de 35 femmes de ménage en grève à partir de janvier 2002 dans la région parisienne contre leur employeur, Arcade, sous-traitant du groupe Accor. Durant une année, et fortes d'un comité de soutien indéfectible, elles investissent des hôtels du groupe pour y dénoncer la politique salariale et les conditions de travail. Vivant d'une popote qu'elles vendent durant les manifestations, elles ne flanchent pas, entraînées par Faty, la plus combative d'entre elles. On ressort de ce film séduit par la victoire et par un combat certes long mais aux aspects offensifs très positifs. Le comité de soutien organise des pique-niques revendicatifs dans les halls des hôtels et accuse les directions de sous-traiter avec des négriers. Les grévistes parlent de guerre dans ce conflit qu'elle gagnent haut la main.
Christophe Goby



LIVRES
PETITES ÉQUIVOQUES SANS IMPORTANCE
Antonio Tabucchi
Folio Gallimard / 7,50 euros
« Comment les choses se passent. Et ce qui les guide. Un rien. » Ces quelques mots qui ouvrent l'une des onze nouvelles pourraient à eux seuls résumer l'ensemble de l'ouvrage. Chaque récit se joue autour d'un instant, un moment où tout bascule. Il peut s'agir d'un évènement minuscule, une simple erreur administrative par exemple, comme dans la nouvelle qui donne son titre au recueil. Dans un groupe d'étudiants, l'un se retrouve inscrit par erreur en droit. C'est trois fois rien, « une petite équivoque sans importance », mais qui se révélera lourde de conséquences bien des années plus tard. Chacune des scènes évoquées par l'écrivain est tout entière travaillée par ces quelques millimètres d'écart, à peine, qui vont totalement bouleverser les trajectoires de la vie des protagonistes.
Henri Clément

EXPO

L'or des Incas : orfèvres, pilliers et mineurs

La Pinacothèque de Paris présente (jusqu'au 6 février 2011) une exposition portant moins sur l'or des Incas et son pillage par les Espagnols que sur ses « origines et mystères », avec un catalogue ambitieux et un ensemble exceptionnel d'objets venus du Pérou.

Coincidence remarquable, cette exposition s'est ouverte alors que la spéculation portait le cours de l'or à des niveaux sans précédent (plus de 1 300 dollars l'once) et que 33 travailleurs restaient prisonniers de la mine d'or et de cuivre de San José, au nord du Chili, dans le désert d'Atacama appartenant jadis à l'empire inca. Créée à la fin du XIII^e siècle dans le bassin de Cusco par des montagnards quechuas, cette théocratie avait réussi à s'étendre au tournant des XV^e-XVI^e siècles vers le sud jusqu'à Santiago du Chili puis vers le nord jusqu'à Quito en Équateur, absorbant d'anciennes cultures comme celle de Chimú (900-1470) et développant sur près de 20 000 km le réseau routier qui permettait à ses 100 000 dignitaires de dominer et d'administrer une population cent fois plus nombreuse. Vinrent alors Francisco Pizarro et ses 180 troupiers. En 1532, à un contre 500, ils s'emparèrent de l'Inca Atahualpa et le rançonnèrent avant de l'assassiner. Leur butin, neuf tonnes d'or et 60 d'argent, correspondait à tout ce qui s'était frappé de monnaies dans les ateliers français entre 1515 et 1532.

Ainsi furent réduits en lingots l'or de l'Inca et tout ce que les Espagnols pillèrent encore dans la cité sacrée de Cusco, son temple du soleil et ses tombes royales. Après maints massacres dont les archéologues ont retrouvé près de Lima des vestiges accablants, les conquérants se répar-

tirent les gisements miniers et les Indiens à y employer... Ce qui leur a échappé des pièces d'orfèvrerie inca, très peu nombreuses même avec les trouvailles des fouilles officielles ou clandestines des huaqueros, ne donne qu'une faible idée de cette production très encadrée, réservée à l'aristocratie et aux lieux de culte, quoique l'or n'ait jamais été aussi précieux que certains tissages raffinés ou les plumes



et coquillages venus de loin. C'est ce que rappellent justement cette exposition et son catalogue, tout en soulignant les incertitudes entourant toujours l'histoire de l'expansion inca.

Les chroniques espagnoles, sources essentielles jusqu'il y a peu, sont désormais confrontées aux découvertes archéologiques et à l'analyse des phénomènes climatiques. Dans quelle mesure El Niño, réchauffement marin que fuient les poissons, a-t-il affaibli les vieilles civilisations côtières du Pérou au profit des montagnards de Cusco, ou comment ceux-ci ont-ils su développer les inventions de leurs prédécesseurs en matière d'agriculture et d'irrigation, mais aussi d'art, comme le montre cette exposition parisienne pour laquelle les musées péruviens n'ont pas hésité à prêter plus de 200 objets? Rien de plus actuel que ces questions d'histoire. L'or reste pour le Pérou (cinquième producteur mondial) sa principale exportation, tirée pour moitié de Yanacocha, la plus grande mine d'Amérique, fameuse pour ses pertes de mercure, ses effluents cyanurés et son mépris de la population environnante, qu'elle n'emploie que marginalement. Plus de 60% des Péruviens vivant sous le seuil de pauvreté, piller des sites archéologiques tout en regrettant le temps des Incas et de leur prétendue répartition « socialiste » des richesses reste un moyen élémentaire, moins paradoxal qu'on croit, de survivre et de résister à la misère présente.

Gilles Bounoure

Ornement frontal, culture Mochica (100 av. JC - 850 apr. JC), alliage or-argent-cuivre, 224x1x256 mm, Musée Larco, Lima © Photo : Joaquín Rubio Roach

FRONT NATIONAL

Histoire chaotique d'un « caméléon » politique

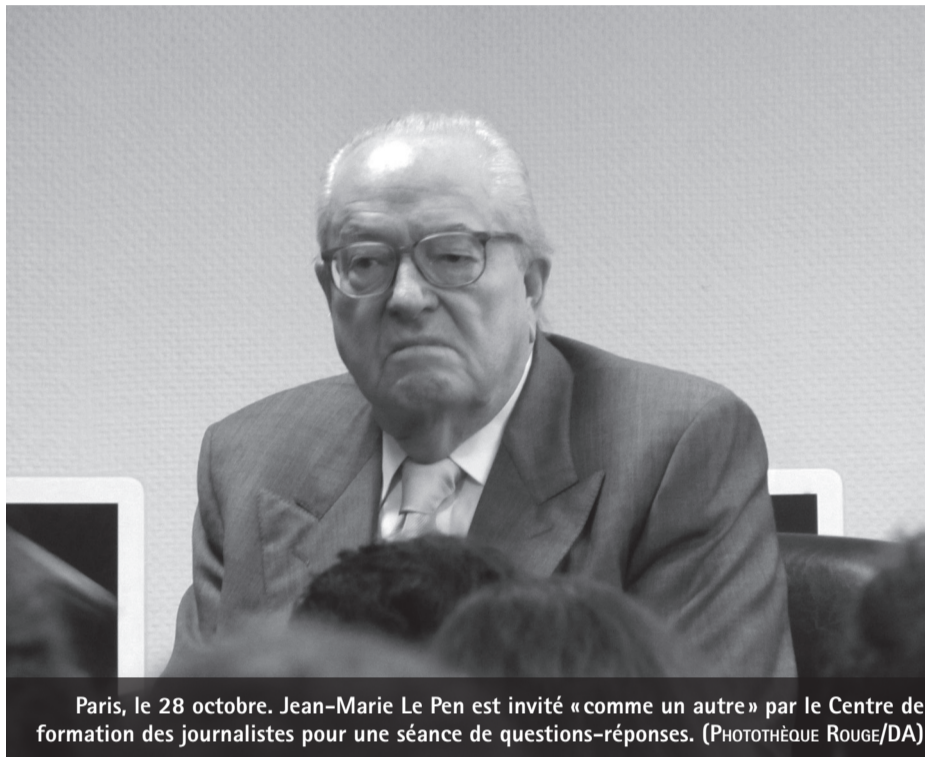
Les 15 et 16 janvier prochain, le Front national tiendra son 14^e congrès à Tours. Après 40 ans à sa tête, Jean-Marie Le Pen a annoncé qu'il jetait l'éponge. L'occasion d'un rappel historique de la création du FN à la guerre de succession actuelle.

Constitué dans la perspective des législatives de 1973 par Ordre nouveau¹, le «Front national pour l'unité française», qui se choisit Jean-Marie Le Pen pour porte-parole, entend dès sa création incarner la «droite nationale, sociale et populaire». Regroupant la quasi-totalité du spectre nationaliste, ce front subit d'entrée de jeu un échec électoral qui débouche sur la création de deux partis, le Parti des forces nouvelles (PFN) et le Front national (FN). Si le PFN² mise sur un rapprochement avec la droite classique, le FN joue pour sa part la carte de l'indépendance. Cette stratégie finit par payer: en 1983, Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du FN, est élu au conseil municipal de Dreux. Exit le PFN. Le Front est désormais hégémonique à l'extrême droite. Jean-Marie Le Pen parvient alors à réaliser le «compromis nationaliste» cher à Charles Maurras: outre des figures «pittoresques» tel Victor Barthélemy (ex-PPF³ et LVF⁴) ou Pierre Sergent (ex-dirigeant de l'OAS), les catholiques traditionalistes de Bernard Antony côtoient les antichrétiens de la Nouvelle droite (Pierre Vial). Les solidaristes partisans d'une «troisième voie» entre capitalisme et communisme (Jean-Pierre Stirbois) militent dans la même organisation que des ultras libéraux (Bruno Mégret). Les néofascistes de la Fane⁵ et des négationnistes (dont François Duprat) viennent également structurer le parti auprès de monarchistes. Malgré les tiraillements internes, l'équilibre de ce patchwork est maintenu au cours des quinze années suivantes autour de son président, élu à chaque congrès par acclamation.

Le FN s'impose peu à peu. En 1984, il envoie dix élus au Parlement européen (onze en 1994). En 1986, ils sont 35 à faire leur entrée à l'Assemblée nationale. En 1995, Le Pen obtient 15% à l'élection présidentielle et le FN raffe quatre mairies du sud de la France.

Au fil du temps, un programme opportuniste et toujours raciste

Pourfendeur autoproclamé de la «Bande des quatre» (PCF, PS, UDF et RPR) puis de «l'UMPS», Le Pen se présente comme le candidat «hors-système». Depuis 40 ans, son programme met en avant la préférence nationale, habillage juridique du slogan «Français d'abord». Il condamne l'avortement mais plaide pour le rétablissement de la peine de mort, dénonce les syndicats au profit du corporatisme – il tente vainement d'en créer dans les années 1990... Cette opiniâtreté tranche cependant avec son inconstance économique: défenseur



Paris, le 28 octobre. Jean-Marie Le Pen est invité «comme un autre» par le Centre de formation des journalistes pour une séance de questions-réponses. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

des commerçants et agriculteurs dans les années 1970, il est le chantre de l'ultra-libéralisme dans les années 1980⁷ avant d'effectuer un tournant social dans les années 1990. Surfant sur la crise, il fustige désormais le mondialisme et n'hésite plus à citer Maurice Thorez!

Cette versatilité programmatique mais également les envolées révisionnistes du leader ont un coût: en 1998, Bruno Mégret, suivi par la moitié des cadres du parti, quitte le FN et fonde le FN-MN puis le Mouvement national républicain. Le MNR cherche comme l'avait fait 25 ans auparavant le PFN à se rapprocher de la droite classique au-delà de simples accords techniques électoraux. Cette stratégie tourne au désastre et le 21 avril 2002, le FN se maintient au second tour de la présidentielle avec 17% des voix. Les 10,44% obtenus à la présidentielle de 2007 suivis des 4,3% aux législatives font dire à beaucoup que le FN n'est plus; en outre, exclusions (Carl Lang...) et démissions (Jacques Bompard...) se poursuivent.

Au-delà de ses succès électoraux, le FN est non seulement parvenu à s'imposer comme un acteur crédible au sein de l'échiquier politique mais il a également convaincu cet échiquier que l'immigration constituait bel et bien un «problème». Cette insidieuse contamination se manifeste dans les propos de dirigeants socialistes dès la fin des années 1980 jusqu'à la mise en exergue de l'identité nationale par Nicolas Sarkozy,

candidat en 2007 d'une UMP déclarant ouvertement s'inspirer des thèses du FN pour en capter l'électorat.

Remis en selle lors des régionales de mars 2010 (11,42%), notamment par le truchement d'un discours pseudo-social, le FN voit aujourd'hui deux stratégies s'affronter en son sein: Bruno Gollnisch entend réconcilier l'ensemble de l'extrême droite quand Marine Le Pen joue la carte de la modernité...

Raoul Guerra

1. Organisation qui voit le jour en 1970 sur les cendres d'une autre organisation d'extrême droite, Occident.
2. Le PFN comptera notamment dans ses rangs Alain Robert, Anne Méaux mais aussi Hervé Novelli, Roland Helie et Robert Spielier.
3. Parti populaire français (1936-1945), parti collaborationniste fondé par Jacques Doriot.
4. Légion des volontaires français contre le bolchevisme.
5. Fédération d'action nationale et européenne.
6. En 1995, le FN opère un tournant social qui l'amène à essayer «d'infiltrer» les syndicats ou à en créer: FN police, FN pénitentiaire, Force nationale-transport en commun à la RATP...
7. Le Pen se présente alors comme «le Reagan français».

Hommage

Claude B. Levenson

Claude B. Levenson est décédée le lundi 13 décembre 2010 à Lausanne. «La question du Tibet est une question de domination coloniale: l'oppression du Tibet par la Chine et la résistance du peuple.» «Certains voient la question tibétaine comme une cause d'arrière-garde entre tenants d'un passé idéalisé et la modernité emmenée par la Chine. Le fond du problème n'est pas là, il est dans l'existence ou non de la colonisation. Or l'ère des colonies est révolue depuis longtemps...»

Claude était formidable! Fille d'une résistante communiste FTP et d'un père juif déporté et massacré à Auschwitz dès 1941 à la suite de la dénonciation d'un voisin parisien, elle fit ses premières armes dans l'orbite stalinienne. Admise à la prestigieuse université Lomonossov de Moscou à la fin des années 1950, elle comprit tout de suite la nature du régime stalinien. Elle profita quand même de son séjour à Moscou pour apprendre le russe, le sanskrit, l'hindi et le persan et commencer à sympathiser avec la cause tibétaine victime de la Chine encore amie de l'ex-URSS.

Avant de devenir la militante inlassable de la cause tibétaine, elle s'était frottée aux dictatures d'Amérique latine (Argentine principalement) mais la résistance spirituelle des Tibétains à une force d'occupation aussi féroce emporta son adhésion et devint la cause de sa vie. Elle se disait «philosophiquement bouddhiste» mais n'était pas dupe sur toute la «bigoterie» occidentale autour du Dalaï Lama dont elle était devenue une proche au fil des ans.

Elle a écrit plus de 20 ouvrages sur le bouddhisme, la Birmanie et le Tibet dont *Tibet, la question qui dérange* (Albin Michel).

Tu vas laisser un vide immense dans la défense de ce petit peuple de l'Himalaya qui, comme tu le disais, ne fait que poser le problème de notre propre liberté.

S. Chardon

courrier Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Défaite du prolétariat. A. C. (Web): J'avoue ne pas comprendre Antoine Boulangé, l'éditorialiste de *Tout est à nous* n° 82, lorsqu'il affirme que le gouvernement Sarkozy-Fillon est sorti fortement affaibli par la bataille des retraites. Le conflit sur les retraites s'est traduit par une lourde défaite des travailleurs qui devront tous travailler deux ans de plus, qui vont voir encore diminuer le montant de leurs retraites ou de leurs pensions, s'ils ne peuvent poursuivre leur activité jusqu'à 67 ans, âge où la décote s'annule. C'est une défaite pour le prolétariat, l'ensemble du salariat et pour la jeunesse, et une victoire pour la bourgeoisie française qui doit faire face à ses concurrentes européennes et mondiales. Certes les travailleurs ont montré leur capacité à

combattre, mais ce n'est pas nouveau. Ils se sont mobilisés malgré les journées de grève de 24 heures, les manifestations dispersées dans toute la France, l'isolement des grévistes les plus déterminés et la répression. Les appareils syndicaux n'ont à aucun moment voulu mettre en danger le gouvernement Sarkozy en exigeant le retrait pur et simple de la réforme, il fallait pour eux négocier une bonne réforme. La défaite subie va, au contraire, encourager le gouvernement à continuer son offensive contre les conquêtes sociales, en particulier contre la Sécurité sociale. Dans quel domaine ce conflit a-t-il été positif pour les travailleurs? Le recrutement au NPA, le renforcement syndical malgré les blocages de leurs directions?

Je ne suis pas sûr que ce genre de déclaration, par le déni qu'elle représente, aide en quoi que ce soit les travailleurs et la jeunesse à s'organiser et à construire le parti nécessaire au renversement du capitalisme.

Problèmes d'unité. B. M. (Nord): Il y a un gros problème d'unité avec les camarades du PCF, notamment dans le Nord car il y a cette réalité basique de bureaucrates trop en cheville avec la bourgeoisie. Que voulez-vous? On est si bien en étant un élu et qu'est-ce qu'on se régale au restaurant de l'Assemblée nationale et du Sénat. Mais tous les camarades du PCF ne sont pas soumis à l'appareil et aux zélus, la preuve, le Cher où il y a pour le moment l'union pour aller aux

élections cantonales et je sais entre autres que la cellule du PCF à Villeneuve-d'Ascq est ouverte au débat avec un esprit ouvert. Surtout, le NPA ne doit pas se rigidifier et se rétracter mais se battre pour l'unité en vue d'isoler les bureaucrates de toutes espèces. Soyons souples et fermes en nous appuyant sur les colères légitimes et populaires.

Trêve hivernale

Tout est à nous ! ne paraîtra pas la semaine prochaine, pour cause de fermeture pendant les vacances. Le n° 84 sortira donc le 6 janvier.

Montreuil en mauvaise santé

D'une campagne à l'autre, les militants montreuillois n'ont pas le temps de s'ennuyer. Après s'être battus durant quelques mois pour que le service d'eau passe enfin en régie publique, c'est une nouvelle bataille autour des centres municipaux de santé qui débute.

Depuis qu'elle est élue, la nouvelle équipe municipale autour de Dominique Voynet veut «rééquilibrer» l'offre de soins entre les quartiers populaire du haut Montreuil et le bas Montreuil.

De nombreuses craintes des personnels soignants, des usagers et de différents partis politiques s'exprimaient autour du centre de santé Voltaire qui devait être sacrifié sur l'autel du «rééquilibrage». Ces craintes ont été confirmées puisque le centre, malgré une mobilisation croissante, a été fermé le 10 décembre. Cette fermeture est inacceptable sur bien des aspects qui nous rappellent les arguments utilisés lors du passage de la loi Bachelot, les mêmes qui justifient souvent la fermeture de services entiers dans les hôpitaux publics.

Ce centre assurait le suivi de plus de 3 000 patients, d'un CAT et de bon nombre de sans-papiers d'un foyer proche. Comme dans beaucoup de villes, la moitié des médecins libéraux doivent partir à la retraite dans un futur proche, ce qui rétrécit toujours plus l'offre de soins. La difficulté pour se soigner à Montreuil est réelle. La politique de la municipalité ne s'arrête pas là. D'autres centres de santé se voient dépecer au fur et à mesure de services et de compétences qui permettaient à tous les habitants de se soigner. Un centre de santé voit, après réflexion, sa surface diminuée de 30%, un appareil de mammographie est revendu à une autre municipalité, la gynécologie est abandonnée, le service de prothèses dentaires est également arrêté.

Dominique Voynet et son équipe municipale inscrivent donc leur politique dans la continuité de la loi Bachelot : fermer des services du public que le privé récupère. Dans un courrier distribué dans les boîtes aux lettres des Montreuillois, un plan indique les praticiens libéraux et le centre de santé privé au même niveau que ceux du public sans distinction.

Ces centres municipaux ne peuvent pourtant souffrir la comparaison avec l'offre privée que ce soit pour la qualité de soins, le suivi ou pour leur rôle de dernier rempart contre une privatisation rampante de la santé. Les militants du NPA, du PCF, du PG et du PS se mobilisent aux côtés des usagers pour la réouverture de ce centre de santé. La municipalité continue malgré tout bille en tête cette politique libérale, usant parfois même de procédés violents contre les militants qui expriment de manière trop forte leur mécontentement (le mégaphone du NPA Montreuil brisé lors d'une action sur le marché). Tout comme lors de la mobilisation contre la loi Bachelot, la réforme à venir de la Sécurité sociale et des attaques contre les hôpitaux publics, les militants du NPA continueront de défendre une santé gratuite et accessible à tous.

Thibault Blondin

Soupe populaire à Saint-Claude.

Le 11 décembre, le «Collectif citoyens résistants : la lutte continue» a organisé une soupe populaire à Saint-Claude (Haut-Jura). Les conditions météo n'étaient pas des plus favorables pour cet exercice, mais nombre de personnes sont venues se réchauffer auprès de notre tonnelle tout en discutant de politique en général. Une ficelle était tendue sur laquelle chacun pouvait accrocher un mot, un souhait, une remarque à son goût. La presse est venue. Un tract était également distribué dans lequel l'accent était mis sur les disparités de richesses sur terre et constatant que «dans le même temps, l'hyper-consommation érigée en doctrine encourage la création artificielle de besoins illimités et d'envies superflues.» Et en guise de conclusion, «Face aux inégalités organisées et à l'ordre de consommer et donc de gaspiller et polluer toujours plus, nous opposons la volonté de bien vivre, le développement des solidarités et des résistances.» Issu du mouvement social de l'automne dernier, le Collectif citoyens résistants : la lutte continue, regroupant de façon informelle les diverses sensibilités de gauche (socialistes, communistes, libertaires, NPA, Attac, CGT, SUD et autres syndicalistes) s'est créé. Lors de la dernière journée nationale d'action du mouvement social, le 23 novembre dernier, nous avions projeté un tract sur la façade de la Maison de l'emploi. Basés à la sous-préfecture de Saint-Claude et ses environs, nous sommes là pour continuer ensemble la lutte pour les retraites et l'élargir à tous les domaines de la vie publique. C'est pourquoi nous réfléchissons notamment à une affiliation éventuelle à l'association nationale Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui.



(AL)

Transports : Arc express et Grand Paris

La Commission nationale du débat public (CNDP) organise actuellement plusieurs grands débats où la population est supposée donner son avis sur deux projets de création d'un métro en périphérie de Paris, le projet Arc express et le Grand Paris. Ainsi 200 personnes ont «débatu» à Vitry (Val-de-Marne) le 1^{er} décembre : interventions très longues de présentation des projets, des députés et maires concernés. Les mots «environnement» et «social» n'ont quasiment pas été prononcés...

Le projet Arc express est porté par la Région Île-de-France et piloté par le Stif qui coordonne et finance les transports publics de voyageurs. La Région en a fait un axe politique important dans le cadre du Sdrif². C'est elle qui finance pour l'essentiel le projet tandis que le Stif en assure la maîtrise. La Chambre régionale de commerce et d'industrie ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de la Région sont également représentés. Les services des conseils généraux des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, de la RATP, de la SNCF et les bureaux d'études étaient également amenés à participer : 60 km de lignes en deux tronçons connectés aux transports existants en souterrain et automatique (type ligne 14) avec 40 stations, une gare tous les 1 ou 1,5 km, 15 000 voyageurs par heure de pointe pour un coût de 2,8 à 3,1 milliards d'euros pour l'Arc nord et de 2 à 2,3 milliards d'euros pour le sud, pour une mise en service en 2017.

La Société du Grand Paris (SGP), créée en juin 2010 par la loi relative au Grand Paris, est un établissement public d'État à caractère industriel et commercial. En tant que maître d'ouvrage, la SGP a pour mission de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau et d'en assurer la réalisation, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion, ainsi que l'acquisition des matériels roulants conçus pour parcourir ces infrastructures. Elle pourra également mener des opérations d'aménagement et de construction. Les lignes, ouvrages et installations constituant le réseau seraient confiés à la RATP mais la SGP restera propriétaire des lignes et installations, ainsi que des gares qu'elle réalisera, jusqu'à sa dissolution. Après leur réception par le maître d'ouvrage,

les trains acquis par la SGP pour parcourir les infrastructures seront transférés en pleine propriété au Stif qui les mettra à la disposition des exploitants. Ce seront 130 km de lignes formant une double boucle, 40 gares (une tous les 4 à 5 km), 6 000 voyageurs par heure pour un coût de 21,4 milliards d'euros et une mise en service en 2023.

En fait, la SGP, enfant de Christian Blanc, va bien au-delà de la construction d'un simple métro. Il s'agit d'une vaste opération foncière puisque dans un péri-

Bien sûr, le projet d'un transport en commun en rocade de Paris reliant les banlieues est indispensable. Mais il est aussi évident que le projet sarkozyste de la SGP doit être condamné, son objectif principal étant de vastes opérations foncières et financières qui permettent la liaison rapide entre les «pôles économiques» principaux de la Région, à la grande satisfaction du Medef.

Ce qui est proposé par la Région avec l'appui des partis de gauche pose question : il y aurait déjà extrême urgence à



Les projets Arc express et Grand Paris proposent d'élargir le réseau du métro, mais ne répondent vraiment aux besoins des Franciliens. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

mètre de 1 500 mètres de rayon autour des gares, la SGP se verrait attribuer un droit de préemption. Serait ainsi créée une zone d'aménagement différée (ZAD) qui permet de réaliser des projets urbains, de l'habitat, l'accueil d'entreprises et la constitution de réserves foncières, comme dans le cadre de l'Opération d'intérêt national (OIN) concernant la Vallée de la Seine où l'État, se substituant aux collectivités locales, s'attribue des pouvoirs exorbitants. La loi sur le Grand Paris qui a créé la SGP a été contestée par la mairie de Paris et la Région. Il semble aujourd'hui que des tentatives de compromis pour fusionner les deux projets soient en discussion entre la Région et l'État.

investir dans la rénovation et la prolongation des lignes existantes et la réalisation des projets anciens (les travaux du tramway devant relier Paris à Orly par la RN7 viennent de démarrer alors qu'ils auraient dû être terminés en 2006). Il y a consensus entre les deux projets mais est-il indispensable que ces deux métros soient souterrains (le devenir des déblais est un problème environnemental) et automatiques (le coût de réalisation est très supérieur à celui d'une ligne normale)?

Bernard Galin

1. Syndicat des transports d'Île-de-France. Depuis 2006, le Stif fédère la Région, la Ville de Paris et les sept autres départements franciliens.

2. Schéma directeur pour la Région Île-de-France.

Marseille : quelle portée politique du mouvement des retraites ?

À l'initiative du NPA, une réunion sans précédent s'est tenue à Marseille le 15 décembre. Tous les partis de la gauche de la gauche se sont mêlés aux dirigeants des principales unions départementales (UD) et à des représentants des pôles les plus en pointe lors des précédentes luttes (dont les éboueurs et les «tatas») pour répondre à une seule question : «quelle portée politique pour le mouvement sur les retraites?» La salle était comble, l'écoute et le respect de très grande qualité. Toutes les interventions ont noté la profondeur des liens tissés, la mise en mouvement de secteurs nouveaux, la mise en cause du capitalisme bien au-delà de la question des retraites. Donc, malgré l'échec, l'idée que le mouvement laisserait des marques solides était largement partagée.

Vers quelle direction politique aller? La défiance vis-à-vis du PS était générale, dans un département où ses dirigeants n'ont pas hésité à faire donner armée

et police contre les grévistes. La salle a vivement applaudi Michel Coste, responsable de Solidaires, s'écriant «on ne va pas choisir l'ennemi des Grecs et des Irlandais?»

Deux interventions parmi d'autres issues du mouvement social, ont montré le chemin à parcourir. Celle de Sébastien Fournier, militant au SNUIPP des quartiers nord de Marseille, regrettant que l'on n'ait pas pu aller vers la grève générale, demandant de ne pas attendre 2012 et appelant le mouvement social à faire irruption sur le terrain politique pour donner une alternative unitaire. Et celle, diamétralement opposée, au moins sur ce débat, de Jean-Marie Michelucci, responsable CGT des raffineries de l'Étang de Berre, qui demandait de ne pas être si radicaux, d'accepter au plan politique de «mettre un mouchoir» sur nos revendications pour permettre un accord de toute la gauche en vue de défaire Sarkozy, sur le modèle de ce qui, à son avis, avait

rendu possible l'unité des confédérations et donc du mouvement.

Sur le plan des formations politiques, le PCF était manifestement en service minimum. La Fase a défendu la nécessité de la grève générale, et comme le PG et la GU, la nécessité de l'unité à gauche de la gauche (sans aborder la question de l'alliance gouvernementale avec le PS). Le NPA a défendu la nécessité d'un regroupement unitaire de ces forces avec le mouvement social, clairement indépendant du PS.

Ni les uns ni les autres n'ont emporté totalement le morceau, comme si les participants, en plus d'être partagés entre eux, étaient partagés en eux-mêmes. Mais contents d'en débattre, comme l'ont montré les discussions acharnées de l'après de clôture. De l'avis général, ce genre d'initiative doit se poursuivre dans les mois à venir.

Correspondant

L'eau n'est pas une marchandise !

Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) est une ville cheminote de 17 000 habitants de l'agglomération tourangelle. Bien que la municipalité soit PCF depuis 1920, la distribution de l'eau est privatisée et assurée par Veolia. Dès la campagne municipale de 2007, avec la liste « 100% à Gauche », alors initiée par la LCR, nous avons fait de la municipalisation de la gestion de l'eau, un des axes importants de notre programme. Résultat : 9% des voix et un élu. Cette revendication était aussi portée par la liste Arial (soutenue par les Verts) qui elle aussi a eu un élu (après avoir refusé de faire liste commune avec nous). Depuis 2007, ces deux élus n'ont eu de cesse de rappeler cette exigence à la municipalité. À un an de la fin du contrat et après avoir tout fait pour éviter le débat public, la majorité municipale se prépare à renouveler le contrat avec Veolia en se basant sur une étude

menée par un cabinet d'études. Les arguments avancés par la municipalité sont les suivants : le contrat est un contrat qui garantit un bon entretien du réseau et un bon prix de l'eau (ce qui est assez vrai). De plus, l'étude menée tend à démontrer qu'un passage en régie direct impliquerait une forte augmentation des prix. Quant à la question de la gestion publique de l'eau, c'est pour le PCF local, une lutte à mener au niveau national. L'heure est donc à la mobilisation. Avec la mise en place d'un collectif, « L'eau n'est pas une marchandise » (soutenu par le NPA, EÉ-Les Verts et la Fase) a débuté une campagne de pétition « Veolia hors Saint-Pierre ». La première réunion publique, réussie, avec Jean-Luc Touly (ex-cadre de Veolia) a permis de comprendre comment le groupe s'y prend pour nous arnaquer. Parfois de façon très légale (mais inadmissible comme le reversement avec retard de la TVA ou des

taxes publiques de l'Agence de l'eau) mais très souvent de façon moins légale en facturant des « services » non effectués ou la location de compteurs. Touly nous a confirmé que les relations très opaques entre les décideurs politiques de tous bords et ces multinationales de l'eau – mais aussi des déchets, de l'assainissement, des ordures ménagères etc. – méritaient à elles seules le passage en régie. Il a également montré comment Veolia entretenait avec les collectivités locales des relations qui dépassaient le simple cadre de leur délégation de service public, en subventionnant des projets municipaux, des publicités... à la limite de l'illégalité et selon un intérêt bien déterminé, surtout à l'approche des renouvellements de contrats. Il a dénoncé la partialité de tous les cabinets d'étude qui répondent toujours à une commande et orientent donc leurs rapports, en particulier en annonçant des hausses de prix

liées aux coutures de personnel en cas de municipalisation ! Il s'agit maintenant d'imposer à la municipalité le retour en régie publique de la gestion de l'eau en affirmant qu'il s'agit d'un choix politique qui à moyen et long terme sera bénéfique pour la population. Déjà, les élus PS du conseil municipal souhaitent se donner du temps pour une étude moins partielle. Au-delà du cas de Saint-Pierre, la bataille pour une gestion publique de l'eau est un combat plus que d'actualité. À la suite d'une jurisprudence, les contrats de gestion d'eau liant des collectivités avec des délégataires privés (Veolia, la Lyonnaise, la Saur...) doivent se terminer avant fin 2014. La gauche gestionnaire est donc au pied du mur. Gagner localement ces batailles, c'est préparer la mise en place d'un service public national de l'eau !

Comité de Saint-Pierre-des-Corps

Non au musée Sarkozy !

Le 18 décembre, l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-CGC Archives a organisé une journée de débats aux Archives nationales de Paris, qui a été un véritable succès, attirant plus de 200 personnes. En jeu : débattre et s'organiser pour combattre le projet Sarkozy de créer et d'implanter sur ce site historique « son musée » de l'histoire de France, considéré à juste titre par tous les participants comme le symbole culturel de l'idée réactionnaire de « l'identité nationale ». L'écrasante majorité des historiens, des universitaires, des personnels des Archives nationales, du conservateur général au magasinier, s'élève contre ce projet nocif qui a pris ses racines dès avril 2007, en pleine campagne présidentielle. Le postulat de départ de Sarkozy et des tenants du projet est que le pays souffre d'une crise identitaire à laquelle il faut répondre par des remèdes identitaires. Les Français ont perdu leurs « repères chronologiques », le « socle de culture historique bâti sous la III^e République s'est désagrégé ». Il s'agit également de corriger « les excès des lois mémorielles » et de revenir aux mythes fondateurs de l'État-Nation : « la France éternelle » et « l'âme de la France » étant les problématiques centrales. Bref, les grands hommes, les grandes dates, les grandes batailles... Sarkozy veut son histoire officielle qui exhale une odeur nauséabonde si l'on en juge notamment par les discours du Latran et de Riyad (sur la laïcité et la supériorité du curé sur l'instituteur), le discours de Dakar et « l'entrée tardive des Africains dans l'histoire » ou

par sa politique contre l'immigration, les Roms, et de manière générale les « classes dangereuses » comme la bourgeoisie appelait les ouvriers au XIX^e siècle. Pour imposer sa version de l'histoire, il a besoin d'étouffer les archives dont les documents constituent autant de témoignages de la forfaiture nationaliste, de l'identité nationale. Créées par la loi révolutionnaire du 7 messidor An II (25 juin 1794), les Archives nationales représentent par la masse et la diversité des documents conservés la mémoire du pays du VI^e siècle à nos jours. Elles permettent aussi la reconnaissance des droits des citoyens : reconnaissance de l'état civil, de la citoyenneté, confirmation de la propriété d'un bien, validation d'une transaction, un marché, un bail... En tant que telles, les Archives sont neutres. Elles sont une matière première irremplaçable à disposition de tout citoyen, tout généalogiste, tout historien. Sans documents, pas d'histoire. Et si l'histoire est l'affaire des historiens, les archives sont l'affaire des archivistes, tout personnel confondu. L'histoire vue par Sarkozy ne peut donc s'accommoder des cartons d'archives qui eux, servent de matériau à l'histoire, sans la déformer, sans l'interpréter. Voilà pourquoi il a choisi le site des Archives nationales pour implanter sa Maison de l'histoire de France. En volant surface (15 000 m² sur 34 000), kilomètres linéaires de rayonnage (perte de 30 kilomètres linéaires de capacité de stockage), et en lognant sur le personnel de cette institution, il veut reléguer les Archives dans un réduit, dans

un ghetto dont il espère qu'elles ne sortiront plus. Sous couvert d'un vague projet scientifique, sans penseurs mais avec des idéologues, d'un objectif prétendument au service de l'histoire sans historiens, c'est en réalité le démantèlement du réseau des Archives nationales et des Musées nationaux – ainsi que de leur statut de Services à compétence nationale (SCN) – qui est visé, avec à la clé l'abandon de missions entières de service public. Personne n'est dupe : derrière les oripeaux idéologiques de ce projet se cache la Révision générale des politiques publiques (RGPP) dont on voit les effets dévastateurs au ministère de la Culture et au-delà : suppressions de postes, précarité galopante, privatisations, attaques statutaires, dégradation des conditions de travail... Sans doute jaloux de la pyramide du Louvre de Mitterrand, du musée du Quai Branly de Chirac, Sarkozy veut lui aussi laisser sa trace culturelle : le « musée Sarkozy » de l'identité nationale. C'était sans compter sur les personnels des Archives et leur intersyndicale qui occupent depuis 95 nuits les locaux de l'hôtel de Soubise, qui ont fait grève du 24 au 29 septembre, et qui ont déjà recueilli plus de 6 000 signatures de soutien sur une pétition en défense des Archives nationales. C'était sans compter sur la mobilisation des historiens, intellectuels, élus, syndicalistes, étudiants, généalogistes ou simples salariés et citoyens. Nous sommes inconditionnellement solidaires de leur lutte.

Isabelle Foucher (NPA Paris-centre)

en bref...

Succès de la fiesta du NPA !
Pour sa première édition, la Fiesta du NPA dans l'Aveyron a réuni plus de 200 personnes à Combes le samedi 18 décembre. En l'absence de Myriam Martin pour raisons de santé, c'est Maxime Gaillac et Laurent Alexandre du NPA de Decazeville qui ont animé la partie politique de cette fête autour de l'analyse du mouvement social et de la crise en France et en Europe. Ils ont développé le programme du NPA et la situation des salariés, notamment de ceux de la métallurgie dans le contexte de

crise actuelle, devant une assistance très attentive. La fiesta s'est terminée tard dans la nuit dans une ambiance chaleureuse et conviviale au rythme du rock (Les Ennuis commencent, Captain Cavern Revival et les Bullshitters) et de l'électro (Mayanob and the One Eyed Jack). Le NPA remercie les groupes musicaux ainsi que toutes les personnes qui ont participé au succès de cette première édition et vous donne d'ores et déjà rendez-vous pour la prochaine en 2011.

Rassemblement antifasciste à Paris



Le 18 décembre, des militants antifascistes se sont rassemblés à Paris contre le congrès anti-islam organisé par le Bloc identitaire.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :
N° DE COMPTE :
CLÉ RIB :
Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
28 euros **56 euros**
Mensuel 6 mois 1 an
22 euros **44 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
20 euros **40 euros**
Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
38 euros **76 euros**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

SOUSScription 2010

Alerte de niveau écarlate !

Objectif : 400 000 euros
Total reçu à ce jour : 135 000 euros
Reste à trouver : 265 000 euros

C'est sûr, cette année, c'est dur. D'abord parce que comme d'habitude, nous nous y prenons au dernier moment. Nous avons récolté ces quinze derniers jours plus que lors des onze mois qui ont précédé. Sans doute aussi avons-nous fixé la barre haut. 400 000 euros au lieu de 200 000 l'an passé. Enfin parce que cette année, nous avons toutes et tous été investiEs à fond dans un mouvement social passionnant, mais qui a eu pour double conséquence d'accaparer toute notre attention et... d'amaigrir les portefeuilles.

Il reste que nous avons vraiment besoin de cet argent. Sans cela, moins d'apparitions publiques pour le NPA et moins de moyens pour financer sa démocratie interne. Il reste à trouver 265 000 euros en moins de dix jours, c'est-à-dire près de 27 000 euros par jour.

Il ne faut pas attendre de valise de billets en provenance du Gabon via la Françafrique, car contrairement à d'autres, comme vient de le montrer l'excellent reportage de Patrick Benquet, nous ne mangeons pas de ce pain-là. Pas non plus de gros chèques en provenance de la famille Bettencourt. Quant au million de billets de 500 euros imprimés pendant le mouvement contre la loi sur les retraites, ils étaient bel et bien faux. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. La solution est entre vos mains, militantEs, sympathisantEs du NPA, sans vous toutes et vous tous, rien ne sera possible. Plus nous serons nombreux-ses à faire l'effort, plus nous aurons de chances d'atteindre l'objectif fixé.

Si nous sommes 5 000 à faire l'effort, nous devons trouver en moyenne 50 euros chacunE. Mais si nous ne sommes que 1 000, alors ce sera plus difficile, puisqu'il faudra trouver 250 euros chacunE.

C'est jouable. L'an passé nous avons récolté 250 000 euros. Mais il ne faut pas chômer. Il faut prendre contact sans délai avec vos collègues de travail, vos amis, vos camarades du syndicat, votre entourage familial pour mettre tout le monde à contribution, même de façon modeste. L'occasion des fêtes de Noël est propice à cela.

Et n'oubliez pas que, si vous êtes imposable, 66% des dons sont déductibles des impôts. C'est-à-dire que si vous faites un chèque de 100 euros vous récupérerez 66 euros. Pour cela, il faut impérativement que vos chèques soient faits d'ici le 31 décembre 2010 inclus pour que la déduction fiscale soit valable lors de votre prochaine déclaration d'impôt.

Cette semaine de nombreux mots encourageants nous sont arrivés avec vos dons comme Myriam (34) :

« Ci-joint ma contribution pour cette fin d'année. Avec tous nos encouragements. Sincèrement, on ne peut pas être d'accord avec tout ce que dit Tout est à nous ! ou ce que le NPA fait, mais le NPA est quand même IN-DIS-PEN-SA-BLE ! »

Aidez-nous pour continuer à l'être. Tous ensemble vers les 400 000 euros !

Fred Borrás et Thibault Blondin

Deux moyens pour souscrire :
 1/ par chèque à l'ordre de NPA-souscription et l'envoyer à NPA-souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil cedex en remplissant le coupon ci-contre.

2/ par carte bleue sur le site national www.npa2009.org/ souscription (pas d'inquiétude, c'est parfaitement sécurisé).

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN: 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6 500 exemplaires
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,
 d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication :
 François Coustal
 Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr
 IMPRIM'VERT®



SOUSSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
 Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
 - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -